



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Répression : un étudiant blessé à la main par une grenade

Page 3

**English
Page 9**



**Anniversaire du
Parc Industriel de
Caracol**

Page 7



Voir page 4

A l'occasion de la commémoration de la bataille de Verrières, plusieurs dizaines de milliers de citoyens ont gagné les rues tôt ce lundi 18 novembre 2013 pour réclamer le départ du dernier apprenti dictateur de la Caraïbes, Michel Joseph Martelly. *Photo Credit : Jhonny Joseph*



**POURQUOI ISRAËL
A ASSASSINÉ
ARAFAT ?**

Page 10



**Chili : deux
militantes de
la Jeunesse
communiste élues
députés**

Page 16



Voir page 4

Ilomène Tataille avouant son incapacité de faire respecter les principes préalablement convenus à Doucet, 11e section communale de Petit-Goâve, le 18 octobre 2013. Les seuils de la zone ont pour la plupart été détruits.

Photo : AKJ/Milo Milfort

Des leçons à tirer !

Par Paul Bernard

La lutte des Peuples asservis pour leur émancipation et leur autonomie Lest avant tout un projet éducatif. Comme tel, il est un processus créateur, dynamique et interactif mettant en mouvement intelligence et savoir-faire des acteurs luttant pour le changement. En ce sens, il doit faire l'objet d'analyses pertinentes et de réflexions critiques approfondies pour en tirer les leçons et enseignements nécessaires.

Or, il se trouve que depuis l'assassinat du père fondateur de la Patrie haïtienne, Jean-Jacques Dessalines, le 17 Octobre 1806, le peuple haïtien ne cesse de lutter pour reconquérir son indépendance et son autonomie. Mais à tous les moments, les acteurs populaires qui assurent le leadership de la lutte en Haïti ne se donnent jamais le temps d'analyser les facteurs essentiels qui peuvent occasionner leur échec ou victoire au cours des différentes étapes. De telles attitudes ont nécessairement des conséquences, assez souvent négatives, sur les résultats escomptés voire, sur le devenir du pays.

L'histoire d'Haïti, de la période pré-indépendance jusqu'à nos jours, fourmille d'exemples, les uns plus instructifs que les autres. En effet, du soulèvement des Planteurs du Nord, sous la direction du commandant Moïse, en Octobre 1801, contre l'approche de Toussaint Louverture, du Mouvement Accaau en 1843 contre Boyer, de la rébellion anti-impérialiste de Charlemagne Peralte contre l'occupation américaine (1915-1934) en passant par les mobilisations populaires successives de 1990 qui ont conduit Jean Bertrand Aristide au Pouvoir par les urnes, les leaders qui ont assuré la conduite du processus ne semblent pas vouloir tirer les leçons qui en découlent. Pour ne citer que ces cas-là. C'est comme s'il existait une logique inculte, déraisonnable et déraisonnée, fondée sur la fortuité des événements sans aucun lien et cohérence avec la dynamique de l'histoire sociale en cours.

Ainsi, les différentes manifestations projetées ou organisées à travers tout le pays sous la direction de certains leaders des mouvements sociaux et chefs de partis politiques à l'occasion du 18 Novembre 2013 marquant le 210ème anniversaire de la Bataille de Vertières, suivant leur réussite ou leur échec d'une ville à une autre, n'invitent-elles pas à tirer des leçons utiles pour l'avenir ? Compte tenu de la portée sociale, militaire et politique de cette bataille décisive dans le processus de la lutte révolutionnaire pour l'émancipation du pays du joug colonial, ne faut-il pas, aujourd'hui même, tirer les leçons qui s'imposent devant nous ?

Au journal Haiti Liberté et pour certains milieux progressistes avec lesquels nous travaillons, il s'avère indispensable de mettre l'emphase sur les aspects essentiels suivants :

1) Le Gouvernement de Michel Martelly-Laurent Lamothe, par son comportement provocateur et arrogant, a montré qu'il est prêt à conduire le pays vers la guerre civile en armant des groupes para-militaires, lâchant des escadrons de la mort sur des manifestants qui revendiquent et défendent légitimement leurs droits au travail, à la paix sociale, au logement et à la gouvernance démocratique. Pour garder le pouvoir, il est disposé à semer le deuil et la désolation au sein des familles haïtiennes et ceci, à visière levée. L'attitude de ces deux dirigeants constitue sans nul doute, un défi majeur qui se pose devant le peuple haïtien dans sa lutte pour une nouvelle société, inclusive et démocratique.

2) Le régime au pouvoir, en plus de son caractère obscurantiste, foule au pied la mémoire historique et populaire que symbolise la victoire de Vertières sur les forces coloniales françaises, ségrégationnistes et esclavagistes. Pour la commémoration de cette date nationale qui nous rappelle tant de choses importantes pour notre vie de peuple, il a osé faire appel aux occupants armés de la Minustah, réactionnaires et racistes pour mater une manifestation pacifique de citoyens luttant pour la dignité et l'indépendance nationales. Dans un tel contexte, il y a là une nécessité pour le secteur populaire de lutter pour l'appropriation de la mémoire collective.

3) Depuis dix ans, la Minustah présente dans le pays, ne fait

qu'aggraver les contradictions entre riches et pauvres, villes et campagnes, etc. Elle n'est pas venue en Haïti pour protéger le peuple haïtien de la tentation des puissants, renforcer les institutions nationales, consolider le fragile processus démocratique haïtien, aider le pays au nom de la solidarité internationale à sortir du sous-développement. Elle est là pour protéger l'oligarchie haïtienne, rétrograde et mercantile, évoluant avec des repères historiques du XIXème siècle, incapable d'accepter le jeu démocratique et d'y prendre part comme acteur de développement et de progrès. En plus de son inféodation à la politique criminelle de l'impérialisme (français, canadien et américain), cette oligarchie se révèle un ennemi farouche du peuple haïtien. La Minustah a apporté un soutien sans faille à Michel Martelly qui a refusé systématiquement d'organiser des élections pour le renouvellement du tiers du Sénat et des Collectivités territoriales. Elle a aussi, comme bras armé, aidé Martelly à réprimer le peuple et à vassaliser les Institutions nationales comme le Parlement, la Police Nationale, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif, pour ne citer que celles-là.

4) Malgré ce qui est arrivé à l'Armée d'Haïti, démantelée par l'impérialisme américain parce qu'elle a été instrumentalisée tant par les Duvalier que par les différents régimes de transition de l'après 1986, les responsables de la Police Nationale, dont le directeur général, Monsieur Godson Aurélus, se laissent manipuler par Martelly en exécutant servilement ses ordres consistant à réprimer dans la violence et parfois dans le sang, toute manifestation légitime et démocratique organisée par les différents secteurs de l'opposition. Ces responsables feignent d'ignorer que dans le contexte actuel, cette institution est vitale pour le pays et que leur comportement peut entraîner les mêmes conséquences que celles vécues par l'Armée d'Haïti. Car, à force de réprimer la population, celle-ci finira par se rebeller en cherchant les moyens pour se défendre de la cruauté de certains policiers. Ce qui à terme renforcera la présence de la Minustah dans le pays, alors que tout le monde réclame son départ.

5) Les organisateurs qui ont appelé à la mobilisation au Cap-Haitien ont de toute évidence fait preuve d'un manque d'ingéniosité. Les aspects fondamentaux d'une lutte collective tels que : tactique et stratégie ont de toute évidence été mis de côté. Le régime de Martelly-Lamothe, obscurantiste et réactionnaire, a certes, voulu accaparer l'historicité qui enveloppe la Bataille de Vertières en organisant une présence officielle et officialiste sur le site ; mais cela ne devait pas empêcher l'opposition démocratique et populaire de tenir même une conférence dans l'après midi. Il est vrai que le directeur départemental de la Police Nationale du Nord, Monsieur André Jonas Vladimir Paraison a pris un malin plaisir à réprimer violemment toutes les manifestations populaires sans aucun discernement. Il doit bien savoir qu'un jour le peuple aura à lui demander des comptes. Le temps de l'innovation dans les luttes populaires est bel et bien arrivé. Il faut changer les manières de faire puisque les forces répressives de ce pouvoir méprisent tout ce qui tient lieu de lutte démocratique et de revendications populaires.

6) La grande leçon qu'il convient de tirer de cette étape significative de notre cheminement de peuple aspirant à la liberté, au progrès et à la paix, est que Martelly est un simple et docile instrument au service de l'impérialisme, principalement américain. Même s'il fait semblant d'être un chef autonome en créant une milice-armée illégale, en dehors de la ligne tracée par le « Maître », il reste et demeure le dirigeant le plus corrompu et le plus servile de toute l'histoire d'Haïti. En ce sens, le caractère idéologique de cette lutte doit être précisé, en ce moment bien particulier. Les ennemis du peuple : le régime en place, les oligarchies locales, les impérialismes (américain, français, canadien) doivent être bien identifiés. La lutte actuelle est donc de caractère anti-impérialiste et de libération nationale.

A ce stade, il faut bien mesurer les enjeux et défis qui se posent devant nous. Les différents secteurs démocratiques et populaires se trouvent aujourd'hui dans l'obligation de définir une plate forme minimale d'actions en vue d'aplanir ce qui peut nous diviser au regard de ce qui nous met ensemble. Devant l'arrogance du pouvoir en place appuyé par les pays tuteurs d'Haïti, seul le peuple dans sa mobilisation revendicative peut en venir à bout.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudél C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnment

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

☐ Chèque ☐ Mandat bancaire

☐ Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ \$100 pour un an
☐ \$50 pour six mois

Amerique Centrale,
Amerique du Sud et Caraïbes

☐ \$140 pour un an
☐ \$80 pour six mois

Canada

☐ \$125 pour un an
☐ \$65 pour six mois

Europe

☐ \$150 pour un an
☐ \$80 pour six mois

Afrique

☐ \$150 pour un an
☐ \$85 pour six mois

2

Haiti Liberté/Haitian Times

Vol. 7 • No. 19 • Du 20 au 26 Novembre 2013

Répression : un étudiant blessé à la main par une grenade

On dit souvent tout animal se sent traqué devient violent. Depuis quelque temps, des étudiants pour exprimer leur mécontentement contre ce gouvernement corrompu, organisent des manifestations à la Faculté d'Ethnologie ; mais les forces répressives de Martelly répliquent toujours en bombardant de gaz et de grenades lacrimogènes les locaux de cette faculté.

On se souvient que le 7 novembre dernier, plus d'une quarantaine de grenades avaient été lancées sur les locaux de la faculté lors d'un regroupement des étudiants. Et, ce lundi 18 novembre, à l'occasion des manifestations contre Martelly, ce fut le coup de grâce. La bête a de nouveau vomie du gaz : un étudiant de l'Ecole Normale supérieure, Jacky Moise, s'est retrouvé



L'étudiant de l'Ecole Normale supérieure, Jacky Moise

avec une main blessée par une grenade, 6 personnes blessées par balles

au Cap-Haïtien et des journalistes battus par des brassards roses.

Heureux hyménée

Samedi dernier 16 Novembre, devant une immense assemblée à la sainte Eglise Evangélique Baptiste au South West de Delray Beach en Floride, LILYNNE CAMILLE et WADNER Florestal se sont unis dans le mariage pour vivre soudés l'un à l'autre, dans le bonheur comme dans le malheur.

La cérémonie a été conduite par cinq pasteurs dont l'un venant d'Haïti spécialement pour la circonstance. Ils étaient Jacques Auguste, Mémé Surpris, Jean Changlais Delpé, Samuel Ménard et Evans Jules à donner aux nouveaux mariés les recettes de la convivialité.

Et comme pour sceller l'heureux événement tant par le charme de leur présence que par leur élégance, Mme la très distinguée Jeanine Valmont et le charmant Patrick Etienne, marraine et parrain, ont donné le meilleur d'eux mêmes avec larges promesses d'être à l'écoute des nouveaux épousés chaque fois qu'ils se sentiraient seuls dans les grandes décisions à prendre, de sorte que leur dévotion reste égale à la chaleur de leur passion de ce

premier jour de leur union.

Une somptueuse réception a suivi où l'assistance s'est régalée d'une cuisine préparée par des mains expertes. Plats et desserts ont flatté les palais les plus difficiles. Le déplacement valait la peine tant l'ambiance était agréable, les nouveaux mariés admirables et la musique de danse une sorte d'aimant qui attirait les convives dans un tourbillon de joie et de bonheur auquel jeunes et moins jeunes n'ont pas pu résister.

Nous avons dû mettre le cap sur la Floride pour ne pas rater ce mariage, un événement heureux à la dimension d'une véritable fête de famille durant laquelle des adultes, parents et amis, qui ne s'étaient pas vus depuis belle lurette ont eu grand plaisir à se retrouver, tandis que des jeunes profitaient de la circonstance pour apprendre à se connaître pour la première fois.

Que désormais LYNNE et WAD vivent heureux sur le long chemin de la vie et souhaitons que nul écueil ne parvienne à les séparer !

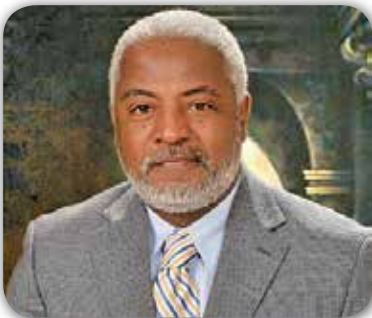
Pierre L Florestal

Persécution contre des militants de droits humains

De nombreux militants des droits humains qui défendent la cause des migrants haïtiens sans papiers et des dominicains d'origine haïtienne ont été déclarés persona non grata par les représentants de 60 organisations à Santiago.

Parmi ces personnes, il faut citer entre autres Edwin Paraison, consultant sur les relations haïtiano-dominicaines et directeur exécutif de Fondation Zile, Gonzalo Vargas Llosa, actuel chef de la mission du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et les dirigeants dominicains du Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS).

Rappelons que M. Vargas Llosa est le fils du prix Nobel de Littérature 2010, Mario Vargas Llosa qui non seulement avait comparé l'arrêt de la Cour constitutionnelle dominicaine aux lois hitlériennes des années 1930, mais condamné publiquement la résolution 168-13 en ces termes : «... il s'agit de faire payer aux enfants (voire aux petits-enfants et aux arrière-petits-enfants) un délit que sont présumés avoir commis leurs ascendants. Comme au Moyen Age, selon les tribunaux de l'Inquisition, l'arrêt constitutionnel dominicain part du principe que les délits sont héréditaires et se transmettent, par le sang, de génération en génération »



Edwin Paraison



Gonzalo Vargas Llosa

Un moment de réflexions et de renouvellement d'engagements pour les droits humains à la frontière haïtiano-dominicaine

Le Réseau Frontalier Jeannot Succès pour la promotion et la défense des droits humains (RFJS), branche haïtienne, s'est réuni en assemblée générale nationale à Lilavois (banlieue nord de Port-au-Prince), les 8 et 9 novembre 2013 pour réfléchir sur la situation générale des droits humains à la frontière haïtiano-dominicaine, sur le fonctionnement du réseau et sur les défis à relever dans un contexte de grands changements au niveau de la frontière.

La coordonnatrice nationale du réseau, Manise Elie, a présenté un rapport sur les différents types d'abus constatés à la frontière et les efforts déployés par le réseau pour les détecter, les dénoncer et promouvoir le respect des droits humains. Les débats se sont beaucoup attardés sur la réalité changeante à la frontière, les obstacles grandissants imposés par les autorités des deux côtés qui ont un impact sur les relations binationales. Les délégués présents à l'assemblée ont largement discuté de la décision de la Cour Constitutionnelle dominicaine de dénationaliser des milliers de descendants d'haïtiens nés sur le territoire dominicain. « L'application de l'arrêt de la Cour constitutionnelle dominicaine ne sera



Assemblée générale nationale du RFJS du 8 au 9 novembre 2013, à Lilavois. Photo: Josué Michel

pas profitable aux deux Républiques de l'île Quisqueya. Vouloir enlever la nationalité à des centaines de milliers de citoyens-nes fragilisera davantage les relations de bon voisinage entre les deux peuples partageant la même île.», ont souligné plusieurs membres du Réseau Frontalier Jeannot Succès.

Ces représentants-es venus de différents Comités de Droits Humains dans les départements frontaliers du

Centre, Sud-est, Nord-est et l'Ouest se sont félicités des réalisations du réseau pour combattre les violations des droits humains perpétrées à la frontière. Au cours des 12 années de son existence, le réseau s'est élargi et compte en 2013 trente-six (36) comités qui montent la vigilance tout le long de la frontière.

«Grâce au travail de vigilance mené par nos 36 Comités déployés

Suite à la page (12)

Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAÏTI

**Tel: 4269-2770
3643-2906**

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau,
fournitures scolaires

Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

**(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806**

RADIOTIMOUN.com

Suivez les émissions de Radio Télé-Timoun sur le 90.9 FM Stéréo et la Chaîne 13, ainsi que sur le www.radyoteletimoun.ht
BLV 15 Octobre, Tabarre 26,
Fondation Dr. Jean Bertrand
Aristide pour démocratie
Haïti, Tel :
(509) 2811-0409/2811-0410
Phone étranger : 617-614-7328
Radio Télé-Timoun, le média de l'éducation et de l'avenir du peuple haïtien !

Radio Optimum – 93.1 sca
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.
Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com
Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

Immaculée Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

Les défis du reboisement !

Par Ayiti Kale Je

Des programmes de reboisement et de conservation de sol coûtant plusieurs centaines de milliers de dollars et réalisés à la périphérie de Petit-Goâve (Ouest) ont permis de construire des centaines de seuils anti-érosion en pailles sèches et en sac de terre. Huit à dix mois après leur réalisation, dans certaines zones, ces travaux semblent pouvoir tenir leur rôle longtemps. Cependant, dans bien d'autres, ces petites « étagères » sont déjà détruites.

La construction et ensuite la destruction des seuils ou barrières anti-érosion – tous mis en place avec l'argent « humanitaire » ou d'« aide au développement » – montrent clairement le sort d'au moins une partie des projets de reforestation en Haïti. Les témoins clés d'un véritable cercle vicieux.

Depuis le tremblement de terre de 2010, plusieurs projets de réhabilitation, de conservation de sol et de relance agricole sont effectués dans les 11^e et 12^e sections communales de Petit-Goâve, située à 60 km au sud-ouest de Port-au-Prince. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Helvetas et l'Agro Action Allemande (AAA), travaillant parfois de concert avec une organisation de développement local, *Mouvman Kole Zepòl* (MKOZE), ont réalisé divers programmes qui visent le réaménagement du bassin versant de la rivière Ladigue.

Les pentes raides autour de la rivière « sont très vulnérables particulièrement aux érosions hydriques et éboulements », explique MKOZE dans un rapport narratif final d'un des projets, qui a coûté US\$ 91 534. « En saison de pluies, les eaux de la rivière Ladigue se déversent dans l'embouchure de la ville de Petit Goâve en transportant d'importantes quantités de sédiments et de roches, détruisant les exploitations agricoles et envahissant les maisons, causant souvent des pertes en vies humaines, pertes de récoltes, pertes d'animaux, et destruction de maisons. »

Le déboisement constitue l'un des principaux maux rongant la population. Dans la zone de Petit-Goâve, le problème date d'un demi-siècle. Selon plusieurs habitants, le déboisement à outrance des collines a débuté en 1963 après le passage du cyclone Flora qui a fait plus de 5,000 morts et ravagé le sud et l'ouest d'Haïti.

Molière Jean Félix, 62 ans, a travaillé la terre pendant 35 ans. Il se rappelle des forêts. « Sur la cime de



Quelques seuils construits de pailles sèches sur une colline complètement dénudée en août 2013 à Doucet. Des plants d'arachide rampent vers les seuils au niveau de la partie inférieure de la photo.

Photo: AKJ/Milo Milfort



L'agronome Ludson Lafontant scrute les collines presque dénudées, avec des seuils récemment construits, dont plusieurs entourés de plants d'arachides lors d'une visite à Doucet en août 2013.

Photo : AKJ/Milo Milfort

cette montagne, il y avait beaucoup de manguiers. On y cultivait du maïs et du riz. Maintenant, on ne peut même plus planter du pois Congo. Certaines zones étaient des forêts ; mais aujourd'hui ce ne sont plus que des savanes où il s'avère impossible de cultiver même de l'arachide », se souvient ce paysan. Aujourd'hui, il est membre du comité de protection des bassins versants.

La pratique d'abattement des arbres pour s'approvisionner en bois ou

pour la fabrication de charbon de bois n'est pas étrangère à une telle situation. La grande majorité de l'énergie consommée en Haïti – 75% – viennent du bois et du charbon, d'après le Bureau des Mines et de l'Energie. Félix est témoin du processus chaque jour. « Les jeunes d'aujourd'hui sont aux abois. Ne produisant pas de café, et ne pratiquant pas l'élevage de porcs, ils s'adonnent à l'abattage des arbres pour envoyer

Suite à la page (14)

18 Novembre 1803-18 Novembre 2013: Célébration de Vertières sur fond de manifestation anti-Martelly.

Par Yves Pierre-Louis

A l'occasion du 210^e anniversaire de la bataille de Vertières ce lundi 18 novembre 2013, des centaines de milliers de personnes ont défilé à Port-au-Prince en passant par Delmas et Pétion-Ville dans une grande manifestation lancée par trois organisations de base de l'Organisation politique Fanmi Lavalas. Il s'agit de : Force Patriotique pour le Respect de la Constitution (FOPARC), l'Opposition populaire et le Mouvement grand Bel Air. Dans les deux points de rassemblements, au Bel Air et à la Saline, des dizaines de milliers de personnes ont participé au démarrage de cette manifestation qui a pour objectif d'obtenir le départ inconditionnel de Michel Joseph Martelly et l'équipe kaletèt à la tête du pays.

En plus de Fanmi Lavalas, cette mobilisation anti-Martelly a été supportée par plusieurs autres secteurs de l'opposition démocratique particulièrement le Mopod. Les deux branches de cette manifestation, après avoir sillonné divers quartiers populaires du bas de la ville tels : Bel Air, Saint-Martin, La Saline, Cité Soleil s'étaient rencontrées au bas de la route de Delmas pour monter à Pétion-ville avec un seul slogan : « Dessalines pral ka Pétion ».



Durant tout le parcours, les manifestants ont lancé des propos hostiles à l'endroit du président Martelly, son Premier ministre, Laurent Lamothe et les membres de sa famille, Sophia et Olivier Martelly « manman volè, papa volè, pitit kidnape, Lamothe kòwonpi. »

Les manifestants anti-Martelly sont arrivés une fois de plus à Pétion-ville, centre économique et commercial du

pays, non pas sans difficulté. Ils ont dû affronter un petit groupe de partisans zélés tètka au niveau de Pétion-ville.

Certains du régime s'étaient retranchés dans des maisons, des corridors, lançant des pierres, de bonnes de gaz lacrymogènes et même des projectiles sur les manifestants

Suite à la page (13)

Ralliement des forces progressistes et populaires pour le départ de Michel Martelly



Wendel Polynce/Haiti Liberté

Avec force et détermination, plusieurs secteurs de la vie nationale ont marché depuis le Centre-Ville jusqu'à Pétion-Ville en passant par Delmas, malgré des jets de pierres qu'ils ont essuyés par moment sur le parcours de la marche



Le Premier Ministre Laurent Lamothe à Milot pour lancer un nouveau programme social du pouvoir baptisé "Gouvènmman an lakay ou" (Le gouvernement chez vous)

Par Jacques Kolo Pierre

Dans la foulée de la commémoration de la bataille de Vertières du 18 novembre 1803, plusieurs dizaines de milliers de citoyens ont gagné les rues tôt ce lundi 18 novembre 2013 pour réclamer le départ du dernier apprenti dictateur de la Caraïbes, Michel Martelly qui a causé tant de "malheurs au pays". Ce 18 novembre 1803, les vaincus ayant à leur tête les généraux indigènes dont Capois Lamort, Jean-Jacques Dessalines, Henry Christophe avaient mis en déroute, comme on le sait, les forces françaises conduites par Rochambeau dans une ultime bataille qui allait déboucher sur l'indépendance d'Haïti, le 1er janvier 1804. Cette bataille, qui s'est déroulée à Vertières, (entrée de la ville du Cap-Haïtien) allait mettre fin à St. Domingue à un système colonialiste des plus rétrogrades du 19^e siècle naissant.

Pour marquer cette date charnière dans l'histoire d'Haïti, la première république noire du continent, les organisations politiques et populaires, dont MOPOD (regroupement de partis politiques de l'opposition démocratique radicale) et trois autres organisations de la mouvance Lavalas: "Mouvman Gran Bèlè", "Fos Patriyotik pou Respe Konstitisyon" (FOPAK) et "Mouvman Nasyonal Oganizasyon Popilè" ont signifié leur refus au président Martelly qui entend diriger le pays comme "son bien propre légué en héritage par ses grands-parents".

Avec force et détermination, plusieurs secteurs de la vie nationale ont marché depuis le Centre-Ville jusqu'à Pétion-Ville en passant par Delmas, malgré des jets de pierres qu'ils ont essuyés par moment sur le parcours de la marche. A la rue Panaméricaine, des blessés par balles et autres ont été recensés. A Pétion-Ville, banlieue huppée sur les hauteurs et fief du président Martelly, des partisans du pouvoir ont attaqué les manifestants. La police a dû lancer des grenades lacrymogènes pour disperser la manifestation. Les anti-

Martelly ont dénoncé le vol, le gaspillage, le népotisme, le trafic illicite de la drogue et d'influence pratiqué au sein du régime qui promettait monts et merveilles durant la campagne électorale.

L'un des sénateurs du Nord, Moïse Jean-Charles qui prenait part à cette manifestation a demandé à l'Ambassadeur américain en Haïti de rapatrier son compatriote Michel Martelly dans les heures qui suivent parce qu'il n'est autre qu' "un cadavre politique". M. Martelly est accusé par ses opposants politiques de détenir plusieurs nationalités étrangères dont américaine. "Aujourd'hui, nous annonçons la fin politique de Miche Martelly qui voulait se comporter en dictateur, en plus de vouloir liquider les richesses du pays" a indiqué le sénateur Jean-Charles au milieu d'une foule compacte en liesse avec des slogans anti-Martelly.

Pour Me André Michel du MOPOD qui participait à la marche, il s'agit d'un combat pour améliorer le sort des masses rurales et urbaines, en particulier les classes moyennes qui font les frais d'une politique absurde de la part d'un pouvoir qui travaille au profit des nantis." Martelly n'a plus sa place aux commandes des pouvoirs de l'Etat", a-t-il renchéri

Assad Volcy, un militant lavalas, n'y va pas par quatre chemins pour expliquer que la présence des manifestants dans les rues, c'est juste pour réclamer le départ de Martelly qui perpétue les intérêts de la minorité au détriment des masses. "Dans le même temps, nous souhaiterions écrire une nouvelle page d'histoire pour que désormais nos fils et filles aient accès au service de base de ce pays", a-t-il insisté.

Des pneus enflammés étaient visibles sur la chaussée et des graffitis hostiles au chef de l'Etat ont été remarqués un peu partout sur le parcours de la manifestation. Une vive tension régnait la veille où des partisans armés du régime voulaient intimider les habitants des quartiers populaires.

Suite à la page (14)

Il y a lapsus et lapsus

Par Fanfan la Tulipe

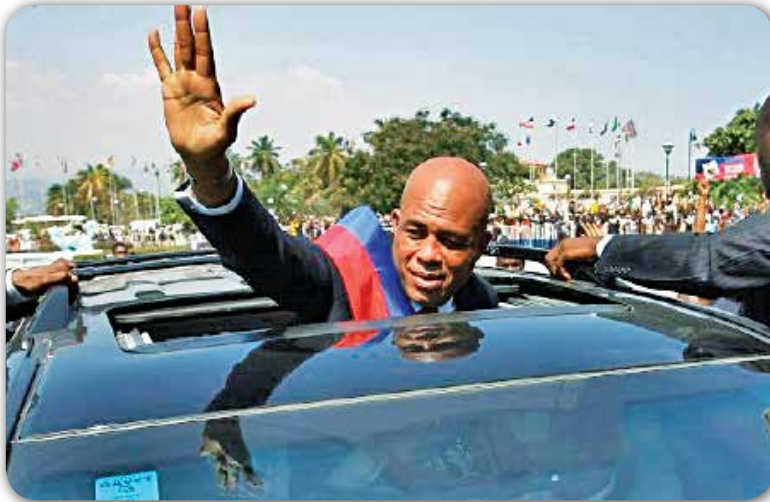
Mon ami Larousse (le petit, pas le grand) définit ainsi un lapsus: faute commise en parlant (lapsus linguae) ou en écrivant (lapsus calami) et qui consiste à substituer au terme attendu un autre mot. Il ajoute, amicalement, que Freud voit dans le lapsus l'émergence de désirs inconscients. Ce que je n'aime pas avec mon ami Sigmund, c'est qu'il agrmente toutes ses sauces psychiatriques de désir et d'inconscient. A la limite, c'est de l'inconscience.

Il m'arrive de traiter de ce sujet lapsussant, parce que la semaine dernière il s'est glissé dans mon texte, au dernier paragraphe, ce qui avait tout l'air d'être un *lapsus calami*. En effet, après avoir utilisé le mot «pactole» précédé d'un article indéfini masculin – ce qui était correct – j'ai, à la toute fin de mon article, écrit le même mot, mais alors précédé d'un démonstratif féminin, ce qui était une faute grammaticale trois-feuillante. Les lecteurs pouvaient en effet lire clairement: «cette pactole».

Il s'agissait donc, d'un *lapsus calami*, tel que le définit le petit Larousse. Mais, à bien regarder, parallèlement, il y avait deux autres lapsus. L'un, un *lapsus occulorum*, une faute oculaire. En effet, j'ai relu mon texte au moins à trois reprises et ne me suis pas rendu compte de cette faute. Ensuite, deux autres yeux, et pas des moindres – *zyeu ki pa rete ak zyeu* – n'ont pas vu non plus la faute. Je peux conclure que en fait «huit zyeux» n'ont pas vu le lapsus. J'ai donc conclu à un *lapsus occulorum*, une faute ni de la langue (*linguae*), ni de la plume (*calami*), mais une faute des yeux (*occulorum*), une faute en lisant.

En tant que médecin, j'ai poussé la réflexion un peu plus loin. Loin de moi une attitude shelberte, comme quoi *m ap pran pòz doktè m*. Non, j'ai eu un réflexe scientifique. En effet, ce ne sont pas les yeux qui «voient» à proprement parler. L'œil, un *malfini* qui «voit» tout, sauf dans l'obscurité, n'est qu'un appareil optique qui transmet des rayons lumineux à notre rétine, laquelle devient nerf optique. Cette dernière structure s'épanouit dans le lobe occipital du cerveau. A cet endroit, l'information envoyée par l'œil est traitée par le cerveau et aboutit à une image consciente. *Anpil* la science, *ti mal*.

De sorte que je peux avancer que le cerveau (*cerebrum* en latin) a mal interprété les rayons lumineux



Les «doigts longs» ou les dwèt long de Michel Martelly. Le preyidan aurait, nuitamment, «hyperextendu» ses doigts et les aurait "fait traverser" la frontière et aurait récolté quelque 2.5 millions de tomates dans les bureaux mêmes d'un sénateur dominicain.

renvoyés par la lecture des deux mots «cette pactole». *N ap suiv ?* Ce n'est pas donc tout à fait la faute aux «huit zyeux», mais plutôt la faute au cerveau, d'où l'idée d'un *lapsus cerebri*. Je me suis donc ramassé avec un ensemble de lapsus, pile sur pile, et j'ai alors eu la tentation de parler d'un ensemble de *lapsi*, un pluriel phonétiquement plus élégant et plus *shèlbè* que lapsus. J'ai communiqué la chose à Robert qui m'a répondu : ne me laisse pas succomber à cette tentation, car ce serait un *lapsus grammaticae*, une faute de grammaire que l'Académie française ne voudra pas endosser. Mais strictement entre nous, cette lapsitude me convient on ne peut plus.

A force de réfléchir à ce phénomène cérébro-occulo-calami, mon imaginaire a trouvé d'autres *lapsi* assez intéressants. Prenez le cas de Martelly : un homme qui, jeune adulte, avait non seulement des difficultés à définir sa sexualité (il s'exhibait en *pantalèt* et soutien-gorge), mais aussi se plaisait à être obscène, vil, vulgaire, trivial, grossier, indécant, licencieux, ordurier, et même pomographique. Peut-être que l'un était (et peut-être continue d'être) le corollaire obligé de l'autre. En plus, il se droguait, et rien ne dit qu'il ne s'adonne plus aux plaisirs psychédéliques que procurent les stupéfiants.

A quoi je veux en venir ? A un lapsus qui est devenu évident pour moi. Le cas Martelly est un cas typique, selon moi, d'un *lapsus genetici*. Ses parents étaient supposés donner naissance à un enfant normal qui deviendrait un adulte normal. Mais il



Me Francisco René, commissaire du gouvernement de Port-au-Prince

y a eu une erreur, une faute du processus génétique, un *lapsus genetici*, au moment de la fécondation de l'ovule maternel par le spermato paternel. En fait, pourquoi pas un *lapsus chromosomi* au moment de la conception ? Un président acquis aux plaisirs tuiquants ou koulanguiettants doit certainement avoir un *chromosomum* déficient.

Pour mettre les lecteurs et lectrices dans le bain génético-chromosomique, disons que l'être humain est défini par 22 paires de chromosomes (les paires autosomes, numérotées de 1 à 22), plus une paire de chromosomes sexuels. Chaque chromosome comporte un «bras» long et un «bras» court. Les anomalies chromosomiques peuvent être des aberrations de nombre, ou de structure, ces der-

nières pouvant être, entre autres, une translocation, une inversion, une délétion ou une duplication.

Ainsi, de même que le mongolisme est le résultat de la présence d'un chromosome surnuméraire pour la 21e paire, de même on pourrait définir Martelly comme un mongol politique avec un chromosome en plus sur l'une des paires autosomes. Car il faut une aberration de ce genre pour faire arrêter un député en exercice, à sa descente d'avion, (alors qu'il est couvert par ses immunités parlementaires) et déclarer ensuite qu'on n'y est pour rien «ni de près ni de loin». Ah oui, ce comportement relève d'une aberration génétique.

Les «doigts longs» de Martelly dont les phalanges atteignaient les bureaux du sénateur dominicain Felix Bautista, selon la journaliste Nunia Pierra, représentent une autre manifestation typique d'un *lapsus chromosomi*. Il s'agit d'une variante du syndrome d'Aarksog consistant en une hyperextensibilité exagérée des articulations interphalangeales. De sa demeure, le *preyidan* aurait, nuitamment, «hyperextendu» ses doigts et les aurait «fait traverser» la frontière grâce aux bons services de Mercidieu Calixte Valentin, chouchou de la présidence. Ainsi, les *dwèt long* du premier mandataire de la nation auraient récolté quelque 2.5 millions de tomates dans les bureaux mêmes du parlementaire dominicain. Il paraît que Bautista est un passionné de tomatoculture et Martelly un amateur de tomates... pourries. *Gwo zen !*

J'ai toujours su que le crétinisme était une maladie thyroïdienne attribuable à une carence en iode. Mais aux dernières nouvelles (scientifiques), il semblerait que la délétion d'un segment du long bras du chromosome 14 serait à l'origine de très rares cas de crétinisme. Sans doute les preuves définitives de laboratoire manquent encore, mais on n'a qu'à considérer le comportement de l'actuel commissaire de gouvernement de Port-au-Prince, Me Francisco René, pour se convaincre que c'est un grand crétin. Un crétin politique, bien sûr, mais un parfait crétin, un beau crétin, mais aussi un vilain crétin.

Voyez : Francisco se trouve sur la route de Martissant (par hasard). De façon illégale, il fait arrêter un avocat, Me André Michel, (par hasard) sur la même route. Il veut fouiller la voiture de Michel qui (par hasard) pourrait contenir des armes... de destruction massive, selon le cerveau crétin de

Francisco. L'homme de droit réclame la présence d'un juge pour dresser un procès-verbal. (Par hasard) s'amène un magistrat qui constate la présence d'armes... d'instruction massive : plusieurs bouquins traitant de droit et du droit des gens à se défendre contre tout malfrat atteint d'une délétion chromosomique. Mais ce n'est pas tout.

Le crétin décide de fouquer l'avocat après avoir forcé les portes de sa voiture. Après une garde à vue inutile et humiliante, le commissaire déclare l'homme de droit un «homme libre» de ses mouvements. C'est un «homme libre», oui, mais Francisco a décidé, crétinement, que Michel est aussi un «fugitif» que devra rechercher la police. Il faut être sacrément crétin pour en arriver à une telle fugitive extrémité. La fugitivité de l'avocat lui vaut alors un mandat d'amener pour une affaire tordue qui remonte à trois ans et à laquelle l'avocat Michel n'a rien à voir ni de près ni de loin. Puis, suite à une gesticulation cellulaire du chromosome délinquant, Me Francisco fait annuler le mandat sans explication aucune. Au demeurant, le long bras exécutif de Francisco s'est révélé être finalement un moignon, un chicot, une souche, un *choukèt*, un *ti bout bra*.

Au fil de ce texte, j'ai fini par réaliser que nombre de politiciens doivent souffrir d'un *lapsus genetici* quelconque, autrement comment expliquer que 34 candidats, issus pour la plupart de partis fumeux, brumeux, nébuleux, vaporeux, vaseux et même charbonneux, veuillent briguer le fauteuil présidentiel. C'est fou leur affaire. Souvent, *menm madanm yo p ap vote pou yo*. Franchement, ces crétins ont perdu la tête, ou plutôt ils ont perdu un chromosome, voire un petit bout de chromosome seulement. Au risque de me tromper, j'ai cru lire quelque part que le bon sens est lié au locus cqfd-12 du long bras du chromosome 13. Manifestement, au moins trente de ces 34 candidats ont subi une délétion de ce petit bout du chromosome 13 (cqfd, ce qu'il fallait démontrer). Au final, ce sont des bouts d'homme, des bouts de femme, *ti bout gason*, *ti bout fanm*, *ti bout kanson*, *ti bout pantalèt*.

Pour conclure, si jamais, dans ce texte, vous êtes tombé sur un *lapsus calami*, rassurez-vous, ce n'est pas une calamité. C'est plutôt un *lapsus occuli* ou, mieux, un *lapsus cerebri*. Tout compte fait, ce pourrait être même un *lapsus latulipi*.

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing



Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

GUARINO FUNERAL HOME



*Serving the Haitian Community
for Over 30 Years*

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

Etazini ap sipòte Martelly pirèd nan koripsyon



John Groarke

Malgre tout manifestasyon k ap fèt nan peyi a pou mande Michel Martelly kite pouvwa a poutèt koripsyon, peyi Etazini fè konnen li dispoze 200 milyon dola pou pwojè devlopman nan sa ki gen rapò ak lasante, ledikasyon ak demokrasi, se reprezantan USAID an Ayiti a John Groarke ki bay nouvèl sa a.

M. Groarke anonse tou gouvènman meriken an pare pou ede nan zafè eleksyon ki ta sipoze fèt, se dat yo sèlman y ap tann pou de-

bloke lajan ak voye moun vin sipèviz eleksyon sa yo.

Si jan John Groarke di a « sa ki enpòtan, se ede pèp ayisyen an pran men li », olye li sipòte Martelly nan ba li lajan, li te dwe ankouraje l pito pou l rache manyòk li sou pouvwa a pou pèp la kapab nonmen moun vrèman li chwazi a. Sa montre klè kote Martelly jwenn sipò pou rete sou pouvwa a menm lè pèp ayisyen an di li pa bezwen l pou prezidan.

Minista : Sòlda peyi Irigwe ap kite Ayiti anvan lontan

Prezidan Irigwe a kenbe kinalagach desizyon li pran pou retire twoup li yo nan Minista an Ayiti epitou ni yo pap ranplase yo pa yon lòt. Li fè konnen avan lontan sòlda li yo ap kòmanse ranmase pakèt yo. Prezidan Jose Mujica nan moman li t al rankontre ak prezidan Brezil la Dilma Rousseff te deklare konsènan eleksyon ki ta dwe fèt an Ayiti yo : « si pandan 10zan nou pat ka rezoud pwoblèm sa yo, kounye a chemen pou jwenn solisyon dwe diferan ».

Responsab ministè Afè Etranjè ak Defans peyi Irigwe a gen pou l al nan Nasyonzi pou l kapab diskite sou kijan y ap retire sòlda irigweyen yo nan Minista a.



Prezidan Jose Mujica

Mateli konvoke depite yo pou yon sesyon ekstrawòdinè

22 novanm k ap vini la, chanm Depite a ki a vakans ta dwe reyini an sesyon ekstrawòdinè pou yo kapab diskite sou pwojè lwa elektoral la.

Prezidan chanm Depite a Jean Tholbert Alexis fè konnen se sou chanjman chanm Sena a te fè yo sèlman depite yo pral chi-

ta. Depite Alexis di sa pa ta dwe pran anpil tan, apèn yon demi jounen e li ankouraje konfrè li yo pou yo vini nan sesyon sa yon fason pou nan yon tan pa twò lwen, ta va genyen yon lwa elektoral pou kapab pèmèt eleksyon yo òganize nan peyi a



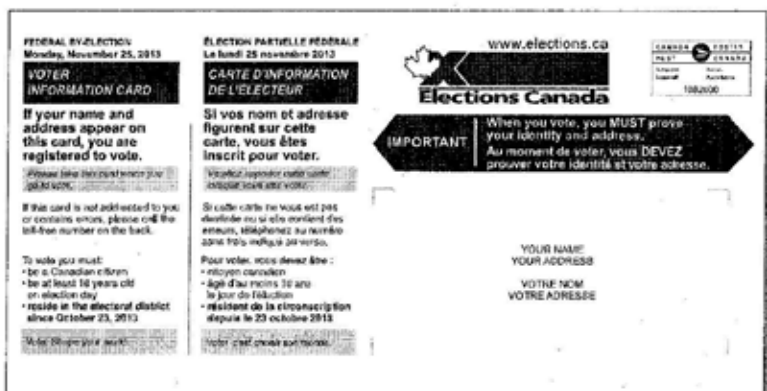
Jean Tholbert Alexis



VOTE VOTE!

LENDI, 25 NOVANM NAN

Mete nou pre pou n al vote nan eleksyon Federal pasyèl nan Bourassa



Nan kat enfòmasyon vot la, wa jwenn ki kote e ki dat pou w al vote, si w pa t resevwa yon kat ou ka toujou ale anrejistre nan estasyon vot nan katye w.

Pou nou vote nou bezwen :

- Sitwayen Kanadyen
- Genyen omwen 18 tan jou eleksyon an
- Abite nan Sikonskripsyon sa a depi 23 oktòb
- Gen prèv identite noua k prèv adrès kote nou rete

Pou plis enfòmasyon, rele nou oubyen vizite adrès entènèt nou an

ELEKSYON KANADA. SE SOUS ENFOMASYON KI MONTRE W KOMAN POU W VOTE.



www.elections.ca

1-800-463-6868

TTY 1-800-361-8935
Pou moun ki soud ou ki pa tandé byen

Anniversaire du Parc Industriel de Caracol

Par Claire Lauterbach

Le 22 octobre dernier a marqué le premier anniversaire de la mise en activité du Parc Industriel de Caracol (PIC). Mais cet événement concernant la pierre angulaire du "plus grand ensemble d'investissements jusqu'à nos jours" en Haïti, selon l'USAID, est passé presque inaperçu du gouvernement haïtien et des bailleurs de fonds du PIC - la BID, le gouvernement américain et les compagnies résidant dans le Parc. Ce silence officiel surprend vu la somme considérable (424 millions de dollars américains) consacrée à la construction et l'entretien du Parc et vu la défense véhémement du PIC menée par le gouvernement haïtien et par les bailleurs de fonds sur la foi que le Parc allait créer 65 000 emplois d'ici 2020.

Mais c'est le moment d'évaluer le bilan de ce projet controversé. Que devrait-on dire de la première année du PIC comme "projet de développement"? Dans son nouveau rapport fondé sur des recherches menées sur le terrain, l'organisation non gouvernementale Gender Action a analysé la première année d'activité du Parc et évalué ses impacts sociaux et ses impacts sur le genre. Le rapport a établi que le PIC n'a pas respecté plusieurs de ses promesses initiales. La vie quotidienne de la majorité des habitants de la zone et celle des ouvriers, en grande partie des femmes, avec qui Gender Action s'est entretenue, n'a changé ni pour le pire ni pour le meilleur depuis l'inauguration du Parc.

Certaines zones ont été électrifiées et certaines routes asphaltées mais les habitants des alentours du PIC n'ont toujours pas de réponse à leur demande d'information cherchant à savoir pourquoi des routes clés, y compris celle conduisant au village Caracol, ne sont toujours pas asphaltées. Le PIC offre une nouvelle opportunité économique pour les vendeuses de nourriture dans le Parc, mais elles-mêmes constatent qu'elles perdent de l'argent en vendant leurs plats à crédit en majorité aux ouvriers du PIC, qui perçoivent un très bas salaire. Un quartier de maisonnettes peintes de couleurs vives a été construit par l'USAID, mais il reste inhabité depuis des mois, la date d'occupation ayant été repoussée à plusieurs reprises. Même les salariés du PIC qui jouissent d'emplois quasi stables auraient du mal à payer le loyer mensuel prévu



La vie quotidienne de la majorité des habitants de la zone et celle des ouvriers, en grande partie des femmes, avec qui Gender Action s'est entretenue, n'a changé ni pour le pire ni pour le meilleur depuis l'inauguration du Parc



Même les salariés du PIC qui jouissent d'emplois quasi stables auraient du mal à payer le loyer mensuel prévu pour les trois quarts des maisons, 4000 gourdes, selon l'USAID

pour les trois quarts des maisons, 4000 gourdes, selon l'USAID.

En juillet 2013 les compagnies résidant au PIC y employaient environ 2 000 travailleurs dont beaucoup arrivent à peine à joindre les deux bouts. Les ouvriers et ouvrières de S&H Global, la seule entreprise d'assemblage opérationnelle en juillet 2013 ont parlé d'emplois instables dans des conditions médiocres et de la forte pression qu'ils subissaient pour produire de plus en plus de vêtements pour un salaire quotidien coïncé à 200 gourdes pour la majorité d'entre eux. Les ouvriers ont fait part d'histoires similaires de harcèlement verbal de la part de leurs superviseurs. Une ouvrière dans un cas documenté par Gender Action a

été maltraitée physiquement. Les bailleurs de fonds avaient prédit que les emplois offerts au PIC accorderaient aux femmes une certaine autonomie, ce qui n'est pas le cas selon les témoignages des ouvrières du PIC. Et pour ceux qui ont le plus perdu - les 366 foyers qui ont perdu leur accès au terrain du PIC qu'ils cultivaient et qui n'ont pas encore été indemnisés pour ces terres - la vie est sensiblement moins sûre.

Ce qui ne surprend pas dans la première année d'activité du PIC est que les habitants de la zone aient manifesté début juin pour réclamer davantage de bénéfices du projet en bloquant l'accès au PIC. La réponse du gouvernement haïtien était de réunir les résidents locaux, les églises et d'autres groupes pour une discussion qui s'est tenue le 4 juillet. Le message est clair: les résidents locaux, les employés et même les représentants de l'industrie de l'assemblage s'attendaient à de meilleurs résultats pour ce projet si coûteux. La question que nous devrions tous poser au gouvernement haïtien et aux agences de bailleurs de fonds est pourquoi l'industrie de l'assemblage orientée vers l'exportation jouit d'un statut si privilégié dans le cadre de la 'stratégie de développement' que soutiennent les bailleurs malgré ses retombées économiques et sociales peu encourageantes ces 30 dernières années. Il existait d'autres options pour cet argent : 424 millions de dollars auraient pu payer trois fois l'écart qui existe entre l'engagement financier des donateurs à la suite du séisme et les besoins actuels d'Haïti dans le secteur de l'éducation, selon les statistiques de l'ONU. Cette somme représente 1,7 fois l'engagement pris envers le secteur agricole en Haïti depuis le séisme. Etant donné la valeur qu'il a été donné de verser pour le soutien du PIC, la rationalisation selon laquelle ses retombées seraient mieux que rien, n'est pas satisfaisante.

Violence : Le pouvoir Martelly-Lamorthé est-il impliqué ?

Par Thomas Peralte

Depuis un certain temps, des informations circulant dans différents milieux laissent croire que le pouvoir Martelly-Lamorthé distribuait de l'argent et des armes dans une tentative folle de faire échouer la mobilisation du peuple haïtien contre son régime. Les déclarations intempestives de certains conseillers du président Martelly allaient dans ce sens. La libération de dizaines de bandits notoires du pénitencier national fait partie du plan macabre et criminel du pouvoir pour semer la terreur dans le pays. Des rencontres entre certains anciens chefs de file des quartiers populaires avec les représentants du pouvoir kaletè, ont eu lieu dans cette perspective avec comme objectif de freiner l'élan de protestation contre le régime ayant à sa tête Michel Joseph Martelly et Laurent Salvador Lamorthé. Ces derniers jours, des exécutions sommaires de militants politiques, de journalistes proches de l'opposition, de professeurs d'université et autres n'entrent-elles pas dans la droite ligne de ce projet macabre? Ne sont-ils pas des signes avant-coureurs? Un fait certain est que dès le début de la semaine dernière, suite à la grande mobilisation anti-Martelly qui, le 7 novembre dernier, était montée d'un cran, des escadrons de la mort sèment le deuil dans les familles haïtiennes.

C'est dans cette logique que la commune de Cité Soleil soit plongée depuis plusieurs mois dans un climat de violence inouïe, et que chaque jour qui passe nous donne de compter de nouveaux cadavres. L'agent exécutif à la tête de mairie de Cité Soleil, Ronald Coby a fait savoir qu'il n'y a pas de violence aveugle dans la cité, non plus de groupes qui se battent, mais plutôt une violence téléguidée par certains secteurs politiques en vue de semer le trouble. « Des groupes politiques tentent d'avoir le contrôle de la cité en prélude aux élections », a-t-il déclaré. Cet objectif scélérat expliquerait la violence qui paralyse les activités à Cité Soleil.

Les habitants de Cité Soleil ont déjà organisé divers mouvements de protestation, de manifestation pour dénoncer l'implication du pouvoir dans la violence qui s'installe dans le plus grand bidonville du pays. Ils ont pointé du doigt le secteur politique et affairiste proche du pouvoir réactionnaire de Martelly dans les actes criminels survenant dans la cité. Ils accusent l'agent de l'exécutif, Jean Ronald Coby de distribuer, selon ce qui a été rapporté, des armes à ses partisans pour se maintenir au pouvoir et prendre le contrôle politique à Cité Soleil. Les riverains dénoncent la laxité des policiers face à des bandits légaux qui sont à la solde du pouvoir. Ce sont des innocents, de paisibles citoyens qui font les frais de cette situation d'anarchie totale. « Chaque jour, des gens tombent sous les armes des bandits légaux ».

C'est un véritable génocide qu'on commet à Cité Soleil », déclarent des protestataires, qui sont toujours des éternelles victimes de la politique infernale de la classe dominante. D'un côté, les affairistes distribuent des armes de gros calibres non seulement pour commettre toutes sortes d'actes criminels, de kidnapping en leur faveur et de l'autre, ils espèrent ainsi terroriser la population pour qu'il y ait toujours de trouble dans la Cité, encourageant les jeunes à s'entre-tuer. « Des gens qui disposent d'armes, mais ne peuvent même pas se nourrir, où trouvent-ils



Le président du conseil communal de Cité Soleil, Mr Jean Ronald Coby

donc de l'argent pour s'en procurer ainsi que des munitions? », se demandait un notable de la Cité. La situation troublante à Cité Soleil fait l'affaire également des Organisations non-gouvernementales et des forces d'occupation des Nations Unies profitant de cette situation de misère de la population pour faire de l'argent et maintenir Haïti sous leur dépendance.

Entre-temps, l'insécurité programmée et alimentée par le pouvoir gagne du terrain et fait couler beaucoup d'encre. Le vendredi 15 novembre, au moins 2 personnes ont été assassinées par des malfaiteurs. Imorel Delbrun, âgé d'une cinquantaine d'années, propriétaire de Mélodie Record a été assassiné par des bandits légaux, au centre de la capitale, à la rue Pavée. La victime était attachée au service de presse du Sénat de la République. Le même jour, le professeur de l'Université, Lucien Jean Roland âgé de 73 ans a été abattu par des bandits légaux à bord d'une moto. Il venait d'effectuer une transaction à la succursale de la Banque Nationale de Crédit (BNC) à Lalue, et se trouvait déjà dans un bus assurant le trajet centre-ville Christ-Roi. A l'intersection haut Lalue et Avenue Martin Luther King, dans un coin d'arrêt, des malfaiteurs l'ont abattu dans le véhicule même de plusieurs balles, puis se sont enfuis avec la somme de 30 mille gourdes.

Dans la matinée du samedi 16 novembre, des bandits armés ont attaqué 2 personnes venant d'effectuer des transactions bancaires au niveau de Martissant sur la route de Carrefour. Dans la soirée 2 personnes ont été tuées par balles à Delmas 2 et Saint-Martin, un quartier populaire de Port-au-Prince par des individus circulant à moto. Une des victimes prénommée Getjeens serait un DJ (animateur de musique), l'autre un certain Jackson, appartiendrait au groupe de militants pro-Lavalas dénommé « Base Cameroun ». Deux autres personnes auraient été également grièvement blessées. Une troisième personne dont l'identité n'a pas encore été établie, a été tuée à Delmas 18.

Les premières informations recueillies de sources dignes de foi laissent croire que les agresseurs auraient été identifiés comme des membres de la « Base 117 », une bande armée qui avait récemment semé le deuil au Bel-Air et dont la police et le parquet du Tribunal civil de la capitale avaient annoncé le démantèlement complet. Samedi soir, des tirs ont été entendus dans le quartier du Bel-Air d'où devraient partir lundi des membres des organisations populaires ayant appelé à la manifestation contre le pouvoir Martelly-Lamorthé.

Ces incidents surviennent dans un contexte de vive tension suscitée par cette manifestation anti-gouvernementale. Des rumeurs persistantes font état de distribution massive d'armes, d'argent et de produits alimentaires dans les quartiers populaires par des agents intérimaires de l'exécutif en charge des Mairies de la zone métropolitaine.

Suite à la page (15)

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



Haïti vue de l'intérieur (10)

Logements sociaux et habitat en Haïti (3e et dernière partie)

Par Catherine Charlemagne

Cette semaine avec cette troisième partie nous terminons notre chronique sur l'absence de logements sociaux en Haïti et combien il est difficile pour la population de se loger non seulement dans la capitale mais aussi à travers tout le territoire. En fait, à quoi avons-nous assisté après la catastrophe du 12 janvier 2010 ? A une explosion de demandes en matière de logements. Mais curieusement, très peu de choses ont été faites pour parer à cette vague de demandes. L'Etat a assisté et assiste encore impuissant aux détresses d'une population livrée à elle-même. Abandonnée à la merci de quelques escrocs qui tirent leurs marrons du feu. Les marchands de sommeil se frottent les mains. Ils bricolent à la va-vite et font réparer sommairement leurs immeubles lézardés et les mettent sur le marché de la location ou de l'affermage. Les gouvernements totalement débordés ferment les yeux et laissent faire.

Des immeubles se sont effondrés avec ou sur des locataires qui, face à la détresse et le besoin, sont tombés dans leur propre piège. D'autres, c'est-à-dire la grande majorité qui n'avait rien de côté, s'est réfugiée sous des tentes de fortune dans différents points de la région métropolitaine de Port-au-Prince et même en province comme Saint Marc ou la commune des Cayes. Vous connaissez la suite du calvaire enduré par ces gens. Aujourd'hui encore certains vivent dans ces conditions de précarité extrême. Pendant ce temps, les gouvernements tentent avec des constructions provisoires de reloger ces infortunés dans des endroits avec des noms exotiques, mais qui n'ont rien d'exotisme. Jusqu'à ce nouveau document de *Politique Nationale du Logement et de l'Habitat* (PNLH), aucune décision d'envergure de construction de logements sociaux n'a été entreprise.

Certes, il y a eu les logements au pied de Morne à cabris entrant dans un projet commun de l'Administration Martelly et de la Communauté internationale dénommé : programme 16/6, lancé dans l'objectif de reloger une partie des sinistrés du 12 janvier 2010. Mais peut-on sérieusement considérer cette action, cette mini Cité comme une réussite en matière de logement social, alors qu'on vit au vingt-et-unième



Des logements au pied de Morne à cabris entrant dans un projet commun de Martelly et de la Communauté internationale dénommé : programme 16/6. Mais peut-on sérieusement considérer cette mini Cité comme une réussite en matière de logement social, alors qu'on vit au vingt-et-unième siècle ?

siècle ? La réponse est forcément non. Mais là aussi c'est important de s'interroger sur l'attitude du secteur privé haïtien dans ce domaine. C'est l'occasion de se poser la question jusqu'où ils sont prêts à s'engager dans leur pays ? Voilà une nation de plus de dix millions d'habitants qui ne demandent qu'à se loger et habiter décemment et où les pouvoirs publics comme pour ses autres responsabilités régaliennes sont totalement défaillants.

Il n'existe aucun secteur privé qui soit intéressé à un marché aussi vaste, lucratif et sûr qu'est le logement ou l'habitat. Preuve qu'il n'y a auprès du secteur des affaires en Haïti aucune envie d'investir durablement dans le pays. Or, les investisseurs haïtiens devraient le savoir, dans le cas des logements sociaux, il n'y a pas d'investissement à perte, ce d'autant plus que le marché du logement en Haïti est vierge. Il n'existe aucune concurrence. Alors, pourquoi ce désintéressement pour ce secteur ? Pourtant, existe-t-il depuis quelques années une ou deux entreprises privées des travaux publics évoluant uniquement dans la construction des routes ? Mais là encore, nous avons affaire avec la bourgeoisie haïtienne.

Les dirigeants de ces entreprises ne se contentent que de grappiller autour de l'Etat en décrochant quelques contrats juste pour construire ou reconstruire les mêmes petites routes nationales datant de la colonisation française. Aucun effort de leur part pour essayer de monter une ou deux grandes entreprise de bâtiments et travaux publics non seulement capables de concurrencer les Dominicains, mais surtout en vue de participer au développement et au développement du pays. Est-ce par peur ou manque de confiance dans leur pays que ces entrepreneurs haïtiens refusent d'investir de manière durable ? Certains s'interrogent sur ce comportement digne des mercenaires qui se contentent de prendre la proie si minime soit-elle, mais sans grands efforts et sans risque !

D'ailleurs, comme pour les besoins quotidiens de la population, c'est la République Dominicaine qui s'en charge. Les entreprises dominicaines des travaux publics s'accaparent du marché de la construction des bâtiments publics dans le cadre de la reconstruction. Quand on interroge les dirigeants haïtiens sur cette invasion des firmes dominicaines qu'on voit partout même pour rénover quelques chaussées de la capitale, sans parler

de la reconstruction du boulevard de la Saline et l'ensemble des bâtiments devant accueillir les ministères, le Parlement et des instances judiciaires de la République, ces responsables ne se sont pas fait prier pour dire clairement : il n'existe aucune entreprise haïtienne d'envergure de travaux publics dotée des moyens adéquats capable de réaliser ces grands travaux.

N'est-ce pas une honte nationale ? N'est-ce pas la preuve de la décadence de cet Etat ? De cette nation ? Hier ses fils étaient capables de construire l'un des plus beaux bâtiments publics des Amériques, le Palais National de Port-au-Prince, détruit le 12 janvier 2010 et même son frère jumeau, le Palais de justice, lui aussi réduit en poussière à la même date. Aujourd'hui, il n'y a pas que les produits de première nécessité et alimentaires dominicains qui envahissent le territoire national. Les haïtiens commencent à se familiariser aussi avec les sigles et les engins lourds des entreprises privées de constructions de la République voisine. Les entrepreneurs haïtiens ne sont même pas capables de comprendre que le séisme était une opportunité, une occasion pour doter le pays des moyens pour sa reconstruction.

On peut déjà penser que les dominicains ne vont pas se contenter de construire les routes et uniquement des bâtiments publics. Visionnaires. Volontaristes et conquérants. Les investisseurs dominicains vont certainement s'intéresser à ce formidable marché des logements sociaux et de l'habitat. N'étant pas propriétaires terriens aujourd'hui, rien ne dit qu'ils ne le seront pas demain. Car, de plus en plus, ils intègrent le système haïtien. Ils apprennent vite les mœurs et coutumes d'un pays où l'Etat démissionne de ses responsabilités et où la bourgeoisie locale n'assume et n'assume pas non plus sa part d'héritage.

Il reste à espérer que les pouvoirs publics haïtiens se réveillent avant qu'il ne soit trop tard. Dix millions d'haïtiens à nourrir, loger et instruire, ce n'est pas rien. D'après ce qu'on a vu et entendu à travers un pays totalement divisé entre la masse ne possédant ni logement, ni eau potable, ni électricité et ses élites et ses décideurs vivant dans l'insouciance et l'opulence, rien ne nous surprendrait le jour où cette base demanderait des comptes. Car la vérité nous la connaissons tous, rien n'est immuable.

Suite à la page (17)

L'Alliance Citoyenne favorable à une loi équitable pour le Fonds National de l'Education !

Par Francklyn B. Geffrard

L'Alliance Citoyenne (AC) se réjouit de ce que le pouvoir exécutif haïtien ait inclus la loi régissant les nouvelles taxes imposées depuis plus de deux ans sur les appels téléphoniques et les transferts d'argent en direct et en provenance d'Haïti dans le menu de la convocation à l'extraordinaire de la Chambre des Députés. Cependant, l'Alliance Citoyenne veut attirer l'attention des parlementaires (Sénateurs et député) sur le caractère sectaire, sélectif et discriminatoire de ces taxes qui visaient particulièrement les haïtiens d'outre-mer et quelques familles vivant en Haïti, mais qui transfèrent des fonds à l'étranger. L'Alliance Citoyenne souhaite que les erreurs commises dans l'application de cette mesure abusive, arbitraire et illégale soit corrigée une fois pour toutes à travers la loi sur le Fonds National de l'Education (FNE). L'AC suggère que cette loi s'applique à toute catégorie d'haïtiens et fasse injonction à ce que tous les Haïtiens vivant en Haïti et ayant un revenu, peu importe s'ils sont du secteur privé ou du public en passant par le chef de l'Etat jusqu'au dernier employé de l'administration publique ; pour qu'ils contribuent à l'alimentation de ce fonds destiné à la scolarisation des jeunes haïtiens.

Dans une réflexion sur le Fonds National de l'Education et les taxes sur les appels téléphoniques et sur les transferts d'argent, l'Alliance Citoyenne (AC), organisation regroupant des Haïtiens vivant en Haïti et à l'étranger déclare noter que, dès son arrivée au pouvoir en Mai 2011, le président Martelly a créé deux nouvelles taxes, l'une sur les appels téléphoniques et l'autre sur les transferts d'argent en provenance de l'étranger. La mesure a été prise de manière unilatérale par le chef de l'Etat sans qu'elle ait été discutée au niveau du conseil des ministres. Et en plus aucun projet de loi y relatif n'a été soumis au Parlement aux fins de ratifications. Cette mesure est entrée en vigueur le 15 Juin 2011. Dans le cadre de l'application de la décision du président Martelly, les compagnies de téléphones effectuent un prélèvement de cinq (5) centimes sur chaque minute internationale. Quant aux maisons de transfert, elles prélèvent un montant de \$1.50 (US dollar) sur chaque transfert d'argent en direction ou en provenance d'Haïti. L'alliance Citoyenne dit prendre acte aussi de ce que ces taxes ont été imposées par M. Martelly de manière illégale et inconstitutionnelle. Elles visent particulièrement les haïtiens vivant à l'étranger que les politiciens ont toujours considérés comme une véritable vache à lait. En effet, depuis plus de deux ans, le gouvernement perçoit ces taxes en dehors de tout cadre légal et sans aucune forme de transparence. D'ailleurs, l'argent collecté n'a pas été budgétisé. Officiellement, les fonds collectés, dans le cadre de ces nouvelles taxes, devraient servir à financer l'éducation des jeunes haïtiens non scolarisés à travers le « Fonds National de l'Education (FNE) ». Mais on ignore toujours l'utilisation qui en a été faite.

D'après les calculs de l'Exécutif haïtien, ces taxes devraient générer chacune un montant de 180 millions de dollars sur une période de cinq ans pour la scolarisation de 1.5 millions de jeunes haïtiens sur la même période. Autrement dit, le pouvoir en place projetait de collecter un montant de 360 millions de dollars sur cinq ans afin de financer



l'éducation des jeunes non scolarisés. Sur le site web de la présidence autour du programme de scolarisation gratuite des enfants, des informations fournies font état de près de 360 millions de dollars américains à être collectés sur 5 ans, soit 180 millions de dollars sur les transferts d'argent et un montant équivalent sur les minutes d'appels téléphoniques. Ceci illustre bien l'objectif du gouvernement en matière de scolarisation gratuite en ce qui concerne les enfants haïtiens défavorisés.

Selon des chiffres avancés à la fin du mois de Juin 2011 à New-York par le président Michel Martelly, « a raison de cinq centimes par minute internationale, les compagnies de téléphones ont collecté une somme de 100 mille dollars par jour pour le compte du FNE. » En fait, chaque mois, le Fonds National de l'Education encaisse au moins trois (3) millions de dollars. Quand on multiplie trois millions par 29 mois (période allant du 15 Juin 2011 au 15 Novembre 2013) cela fait une somme de 87 millions de dollars collectés par le régime, rien que sur la taxe pour les télécommunications.

Quant à la taxe sur les transferts d'argent en direction ou en provenance d'Haïti, elle devrait générer au moins cinq (5) millions de dollars américains chaque mois, selon les prévisions du chef de l'Etat. En additionnant les 3 millions mensuels sur les appels téléphoniques au 5 millions de dollars sur les transferts d'argent, on obtient un montant de huit (8) millions de dollars collectés chaque mois par le Conseil National des Télécommunications (CONATEL) et la Banque de la République d'Haïti (BRH). En fait, si on multiplie 8 million par 29 mois, on obtiendra un montant de deux cent seize (222) millions de dollars américains. Donc, Après vingt-sept mois de collecte, le gouvernement haïtien serait tout près d'atteindre ses objectifs consistant à encaisser la bagatelle somme de 360 millions de dollars américains pour financer l'éducation des jeunes haïtiens. En effet, il ne manquerait que cent-quarante-quatre (144) millions pour réaliser ses objectifs globaux sur les cinq années. Les autorités gouvernementales ne devraient pas s'inquiéter en ce sens. Selon le gouverneur de la Banque Centrale, Charles Castel, les transferts d'argent sur Haïti ont connu une augmentation de 8% au cours de l'année 2013. Cependant, l'Alliance Citoyenne relève de nombreuses anomalies dans la façon dont les deux taxes sont perçues. Premièrement, l'Alliance Citoyenne note que la création de ces taxes viole la Constitution. L'article 218 de la Constitution dit clairement la façon de procéder à la création de nouvelles taxes: « Aucun impôt au profit de L'Etat ne peut être établi que par une Loi. Aucune charge, aucune imposition soit Départementale, soit Municipale, soit Section Communale, ne peut être établie qu'avec le consentement de ces Collectivités Territoriales" (Constitution 1987, Titre VII). Il est vrai qu'un projet de loi relatif à la création du

Suite à la page (15)

GREAT LEGACY AUTO SCHOOL



**"At Great Legacy We Convert
Your Fears Into Confidence"**

**8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236**

**(718) 676-4514
(718) 942-4242**

**Martine Dorestil, Owner
Danny Dorestil, General Manager**

**5 Hour Classes
Defensive Course Saturday 9AM**

As Huge Demonstrations Call for President's Resignation:

Proposal for a Post-Martelly Transitional Government Comes to the Fore

by Kim Ives

Huge demonstrations calling for President Michel Martelly to step down are growing in size, scope, and frequency. On Nov. 7, a march of many thousands, called by the Patriotic Force for Respect of the 1987 Constitution (FOPARC), marched up the Delmas Road from La Saline and burst through the barricades which Haitian police had erected to prevent the crowd from marching through the tony streets of Pétionville.

"We proved today that we don't need a visa, we don't need a passport, to go to Pétionville," said demonstrator and journalist Wendel Polynice after the symbolically powerful victory.

The demonstrators then marched back down to Port-au-Prince along the Bourdon Road. When they reached the central Champ de Mars, police dispersed them with teargas and shots in the air.

The slogan of the Nov. 7 march was: "Dessalines is paying a visit to Pétion." Jean-Jacques Dessalines, a former slave, led the masses of former slaves into an alliance with Alexandre Pétion, who headed the forces of St. Domingue's largely mulatto *affranchis* or propertied freedmen. This alliance was what allowed the "indigenous army" to defeat the French legions of Napoleon in a decisive battle at Vertières, near Cap Haïtien, on Nov. 18, 1803, paving the way for Haiti's Jan. 1, 1804 declaration of independence.

On the 210th anniversary of Vertières, Haiti's most nationalist holiday, another huge demonstration filled the streets of the capital. Estimates ranged from 10,000 to 50,000. The principal calls were "Down with Martelly" and "Down with MINUSTAH," the acronym for the 9,000 soldier occupation force known as the UN Mission to Stabilize Haiti.

Meanwhile, Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe traveled to Cap Haïtien where they spoke to a largely bussed in and paid crowd after police aggressively broke up the anti-Martelly demonstrations that had been planned.

Anti-Martelly, anti-MINUSTAH demonstrations were held on Nov. 18 in other Haitian cities including Aux Cayes, Jacmel, Miragoâne and Petit-Goâve.

"There were some 1.7 million people marching in the streets of Haiti today," said Sen. Moïse Jean-Charles, one of Martelly's most outspoken critics, surrounded by a throng of demonstrators in the Nov. 18 march in Port-au-Prince. "And there were only 700,000 who supposedly voted for Martelly" in the illegal and controversial Mar. 20, 2011 presidential run-off election.

"It is clear that Martelly does not have the legitimacy or the credibility to lead the country," Sen. Jean-Charles continued. "We are asking the Americans, French, and Canadians to come and collect their errand boy because he cannot lead the country any more."

The next major demonstration in the capital is planned for Nov. 29, the 26th anniversary of the 1987 election massacre carried out by a neo-Duvalierist military junta. For that day, Moïse called on Haitians to "prepare your chairs, your gallons of water, and your sleeping mats" because "we are going to set up our headquarters across from the U.S. Embassy."

On Haitian radio shows, there is increasing discussion of what would follow Martelly's resignation. However, the first proposal for a transitional government was made during a Sep. 29 Popular Forum of grassroots organizations, where the keynote speaker was Sen. Jean-Charles, held at the Fany Vil-



Thousands marched through Port-au-Prince on Nov. 18 demanding that President Martelly step down

la in Port-au-Prince, the only such large public meeting to take up the matter to date. The proposal was drafted by the Dessalines Coordination (KOD), a new influential political formation made up of militants who have distinguished themselves over the past 25 years of Haiti's struggle for democracy.

In previous weeks, *Haiti Liberté* has published in Kreyòl and French the proposal, which was adapted and then adopted by the participating popular organization on Oct. 7. In light of the growing prospects of Martelly's resignation, we present the KOD's proposal in English below.

Popular Forum, September 29, 2013, Port-au-Prince

The Proposal of the Dessalines Coordination (KOD) for a Provisional Government

Introduction

The government of President Michel Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe was never legal because the Provisional Electoral Council (CEP), the final arbiter of any Haitian election, said that it was Mirlande Manigat and Jude Celestin who should have gone into a run-off election. It was Washington, the Organization of American States (OAS), and the occupation force known as the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), as represented then by Edmond Mulet, which then gave Haiti orders as to how to do its election and who should be in it. They imposed a Mar. 20, 2011 run-off between Mirlande Manigat and Michel Martelly. This Martelly regime, which came to power through a bogus election, doesn't have any legitimacy in the eyes of the majority of the Haitian people.

Since Hillary and Bill Clinton put Martelly in power, the people have been squeezed, as if through the eye of a needle, by all kinds of tribulations. The first illegal act of Martelly was to brazenly take money without Parliament's assent on all the international money transfers and telephone calls that Haitians overseas make to their families back home.

On top of that, Martelly has flexed his ill-gained authority with intimidation, violence, and repression, as on Oct. 22, 2011 when he threatened a neighbor in an effort to take his home. On Oct. 26, 2011, he arrested a sitting deputy with immunity. On Feb. 17, 2012, Martelly led a band of thugs from the airport through the streets of Port-au-Prince to the University's Ethnology School, where they physically attacked and fired on students.

Through a bunch of fake projects, inflated travel per diems, and other "legal banditry," Martelly has stolen state funds. But that's not all. The Dominican journalist Nuria Piera revealed a lot of documents which clearly showed that Martelly during 2011 took \$2.6 million in bribes from Dominican Senator Felix Bautista.

There are a lot of drug-dealers in this government. We haven't forgotten the testimony of Sherlson Sanon who

charged Senators Edo Zeny and Joseph Lambert, both close Martelly aides, with involvement in drug-running, killings, and other criminal acts. Until now, the leader of a kidnapping ring, Clifford Brandt, has never gone to trial since his arrest a year ago, and both Martelly's son Olivier and one of his security officers have been accused of being part of the ring.

Attacks against journalists are too many to even count. The latest was the attack Judge Lamarre Belizaire made against Radio Kiskeya.

But the biggest government crime is the death of Judge Jean Serge Joseph. Martelly, Lamothe, and Justice Minister Jean Renel Sanon met with the judge on Thursday Jul. 11, 2013 in the offices of lawyer and Martelly legal advisor Garry Lissade. Two days later, the judge died, either from the tension caused by the threats they made against him or by poison they gave him. But what is even worse, they all lied to the nation, completely straight-faced, as if they didn't



Workshops discuss KOD's proposal for a provisional government at a Sep. 29 Popular Forum in Port-au-Prince

even know the judge much less meet with him.

That is why two Special Parliamentary Commissions, after in-depth investigations, issued official reports calling for Martelly, Lamothe, and Sanon to be indicted. Thirteen deputies signed a call for an impeachment indictment against Martelly. But, everyone knows that President Martelly has bought a majority among the deputies with the money he has stolen from the public treasury not to mention from the PetroCaribe fund. Thus he has blocked the deputies from indicting him, which would allow the Senate to judge him and his acolytes.

Thus the legal road to unseat Martelly via the Parliament is blocked. The only way which remains is for popular power to exert its will because we cannot take it anymore. Enough is enough!

Martelly took power illegally. Unfortunately, he promulgated the amendments to the 1987 Constitution, thus the amendments cannot be valid. For us, all decisions to be taken to bring a change for the better in the country, without confusion, should be done on the basis of the 1987 Constitution.

Popular organizations today want to take up their historic responsibility to engage in a fight against this illegal power which doesn't have any legitimacy but continues to everything it can to soil

Haiti's face in the interests of the imperialist countries.

It is Washington, the OAS, and the UN occupation which have put us in the situation we are today. The government doesn't have the capacity to deliver anything to improve the life of the people, and that is why we popular organizations, who are gathered today at Fany Villa, have decided to bring a change.

Our Proposal

We in the Dessalines Coordination propose that all national sectors join together to form a "Council of State" to lead the country forward. We are not proposing a coup d'état or a kidnapping. We don't have guns in our hands to fire on anybody. We aren't here for that, that is not our practice. We are Haiti's children. If the nation's life is in danger, if the nation is stuck, about to die, it is us, her children, who should bring the remedy, the solution.

Thus, every sector will be able to participate in this work of unity. What makes the nation work are different forces: peasants, students, women, youth, unions, political parties, civil society, religious sectors, and so on.

We propose that leadership of state be taken over by a Supreme Court Judge with a Council of State of 13 members, which would have representatives of:

- 1) peasant organizations
- 2) popular organizations
- 3) political parties
- 4) womens' organizations
- 5) unions
- 6) business owners
- 7) Vodou practitioners
- 8) Protestants

- 9) Catholics
- 10) students
- 11) youth
- 12) civil society
- 13) non-aligned parties

Parliament

All parliamentarians, that is the deputies and two-thirds of the Senate, would remain in their posts until their mandate finishes in January 2015. They would continue to do their job in Parliament. The Council of State would have the right to convoke them in extraordinary session if necessary, the same way the President does.

Although we see this road is blocked for the moment, we propose that we continue to put pressure on the deputies, above all the pro-Martelly PSP deputies, to make them pass the impeachment indictment just as two commissions, 13 deputies, and the Senate as well has asked, in the latest vote it took on Sep. 26. It would be ideal for the PSP deputies to stop avoiding the issue and take responsibility before history to vote on the parliamentary reports and the indictment, just as the Senate has.

The Role of the Council of State

The Council of State will sit with a Supreme Court Judge to find a democratic formula for them to name a government, that is a Prime Minister and the ministers

under him.

That government would put in place a **democratic Provisional Electoral Council** which would have the task of holding a general election for all empty posts in a not less than six months.

If there was a vacancy on the Council of State, that is, if a person left or died before the Council finished its work, the sector affected could always appoint a new representative.

Haiti shouldn't accept money for the elections from any foreign government or international institution which sets conditions. Any country which chooses for whatever reason to give their solidarity to the Haitian people, we won't refuse them, but they can't meddle in Haiti's internal affairs. They can give their support, but without conditions.

MINUSTAH

MINUSTAH would not have any right to meddle in this process, even if it hadn't yet had time to get all its troops out of Haiti. The last MINUSTAH soldier should not remain in Haiti any later than May 2014, as the latest unanimous Senate resolution has demanded.

Conclusion

The Martelly Administration together with other international institutions, above all the embassies of imperialist countries like the U.S., France, and Canada, will say that what we propose is not legal, not receivable.

The Haitian people have to stand up to defend what they have given birth to. When the imperialist countries make a coup d'état or an illegal election, even if the people reject it, they never take that into account. Now they must allow the Haitian people to take their destiny in hand.

What we propose is more democratic, more authentic, more honest, and more sovereign than all the machinations which the imperialists have carried out in Haiti. It is time for the Haitian people to stop taking orders from the colonists and to construct our own democracy, because we are a nation, not a colony, and we are our own masters.

As Thomas Sankara said: "Let us dare to invent the future!"

We the organizations who took part in the Popular Forum agree with KOD's proposal and resolve to:

- 1) Not go into elections with Martelly and his clique in power.
- 2) Strengthen the mobilization against Martelly and the UN occupation force MINUSTAH.
- 3) Prevent from returning to their districts all PSP deputies who won't vote for the indictment against Martelly, Lamothe, and Sanon.
- 4) Continue working with all organizations to reinforce their capacity for reflection and action.
- 5) Set up a follow-on committee with all the organizations which participated in the Forum to continue planning for solutions to our national problems.

Port-au-Prince, October 7, 2013

Oganizasyon Tèt Ansanm nan Nip (OTAN)
Rasanbleman Popilè pou Chanjman (RPCS)
Oganizasyon Jèn Aktif pou Devlopman (OJAD)
Mouvman Revolisyonè pou Devlopman Nòdwès (MRDNO)
Oganizasyon Jèn Patriyotik pou Devlopman Baradè (OJPB)
OPDMK Nòdwès
KODESA/ Nò
AFBPP Nòdès
OJANORD
Mouvman pou Libète, Egalite ak Fraternite tout Ayisyen (MOLEGHAF)
Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo
RASH
Platfòm Nasyonal Popilè

POURQUOI ISRAËL A ASSASSINÉ ARAFAT ?



Il est temps d'affirmer l'évidence : Arafat a été tué. Et les soupçons portent directement sur Israël



Il est publiquement avéré qu'Israël a tenté de tuer en douce un autre dirigeant palestinien, Khaled Meshaal du Hamas, en Jordanie en 1997, lui injectant un poison dans l'oreille.

dans son quartier général délabré à Ramallah, encerclé par des tanks israéliens, la question au sein du gouvernement israélien était de savoir s'il

un ou plusieurs membres du cercle des proches d'Arafat, présents avec lui dans la Moukatta à Ramallah, comme complices pour dispenser le poison

tre. La principale préoccupation d'Israël concernant Arafat était que – tout prisonnier qu'il fût – il resterait une figure unificatrice pour les Palestiniens. En refusant de renoncer à la lutte armée, Arafat réussissait à contenir – même de justesse – les tensions croissantes entre son propre mouvement du Fatah et son principal rival, le Hamas.

Une fois Arafat disparu, et le conciliant Abbas installé à sa place, ces tensions ont violemment fait éruption à l'air libre – comme Israël l'attendait certainement. Elles culminèrent en une rupture qui déchira le mouvement national palestinien et entraîna un schisme territorial entre la Cisjordanie contrôlée par le Fatah et Gaza dirigé par le Hamas.

Selon la terminologie habituelle d'Israël, Arafat était le chef de « l'infrastructure de terreur ». Mais la préférence israélienne pour Abbas ne découlait pas d'un sentiment de respect envers lui ni de la conviction qu'il réussirait à persuader les Palestiniens d'accepter un accord de paix. Il est de notoriété publique que Sharon a affirmé qu'Abbas n'était guère plus impressionnant « qu'un poulet



Madame Souha Arafat, veuve du leader palestinien Yasser Arafat après la découverte de quantités anormales de polonium sur des effets personnels de l'ex-dirigeant palestinien, avait relancé l'a thèse d'un empoisonnement.

Par Jonathan Cook

Il semble qu'il y a toujours pas mal de monde qui préférerait que la mort d'Arafat continue d'être traitée comme un mystère plutôt que comme un assassinat. Il est temps d'affirmer l'évidence : Arafat a été tué. Et les soupçons portent directement sur Israël.

Pourtant on peut difficilement éviter de tirer la conclusion de la découverte révélée la semaine passée par des scientifiques suisses, à savoir que le corps du leader palestinien contenait des taux élevés d'un isotope radioactif, le polonium-210. Une recherche non concluante et beaucoup plus restreinte réalisée par une équipe russe et publiée juste après l'annonce helvétique, suggère également qu'Arafat est mort des suites d'un empoisonnement.

Il est temps d'affirmer l'évidence : Arafat a été tué. Et les soupçons portent directement sur Israël.

Seul Israël avait les moyens, les antécédents, l'intention et les motifs déclarés. En l'absence d'empreintes digitales israéliennes sur l'arme du crime, il n'y a pas suffisamment de preuves pour convaincre un tribunal ; mais il y a assez d'indices pour qu'Israël soit reconnu coupable devant le tribunal de l'opinion publique mondiale.

Seul Israël avait les moyens d'accéder à du polonium, dans son réacteur nucléaire à Dimona, et il a d'amples états de services dans le domaine des assassinats politiques ; certains ostentatoires, d'autres secrets, avec utilisation fréquente d'agents chimiques difficiles à détecter.

Il est publiquement avéré qu'Israël a tenté de tuer en douce un autre dirigeant palestinien, Khaled Meshaal du Hamas, en Jordanie en 1997, lui injectant un poison dans l'oreille. Meshaal fut sauvé uniquement parce que les assassins ont été pris et qu'Israël fut forcé de fournir un antidote.

Les dirigeants israéliens se sont succédés pour nier toute intention maligne à l'encontre d'Arafat. Silvan Shalom, le Ministre de l'Energie, affirmait la semaine dernière : « Nous n'avons jamais pris la décision de lui nuire physiquement ». Shalom doit souffrir d'un trou de mémoire ...

Une foule d'indices attestent qu'Israël voulait qu'Arafat – selon l'euphémisme de l'époque – soit « écarté ». En janvier 2002 Shaul Mofaz, chef d'état-major des forces israéliennes, fut surpris par un micro alors qu'il chuchotait au Premier ministre israélien Ariel Sharon, à propos d'Arafat : « Il faut qu'on se débarrasse de lui ».

Avec le dirigeant palestinien tranché pendant plus de deux années

fallait l'exiler ou le tuer.

En septembre 2003, Shalom étant ministre des Affaires étrangères, le cabinet publia même un avertissement comme quoi Israël devait « ôter cet obstacle d'une manière et à un moment de son choix ». Le vice-premier ministre de l'époque, Ehud Olmert, précisa que tuer Arafat était « l'une des options ».

Ce qui arrêta la main d'Israël – et nourrit son ton équivoque – ce fut l'opposition catégorique de Washington. Dans le sillage de ces menaces, Colin Powell, le Secrétaire d'Etat étatsunien, mit en garde contre le fait qu'un geste à l'encontre d'Arafat déclencherait « la fureur dans tout le monde arabe, dans le monde musulman et dans bien d'autres parties du monde ».

Mais en avril 2004, Sharon déclara que dorénavant il n'était plus tenu par son engagement antérieur envers le Président George Bush de ne pas « nuire physiquement à Arafat ». « Je suis libéré de cette promesse », observa-t-il. La Maison Blanche elle aussi faisait montre d'un affaiblissement de sa posture : un porte-parole anonyme répondit sans grande conviction que les Etats-Unis « s'opposaient à toute action de ce genre ».

On ignore si Israël a pu exécuter l'assassinat seul, ou s'il a dû recruter



En janvier 2002 Shaul Mofaz, chef d'état-major des forces israéliennes, fut surpris par un micro alors qu'il chuchotait au Premier ministre israélien Ariel Sharon, à propos d'Arafat : « Il faut qu'on se débarrasse de lui ».

radioactif.

Qu'en est-il du motif ? Qu'est-ce qu'Israël a gagné à « écarté » Arafat ? Pour comprendre la pensée d'Israël, il faut revenir à un autre débat qui faisait rage à cette époque parmi les Palestiniens.

La direction palestinienne était divisée en deux camps, centrés sur Arafat et sur Mahmoud Abbas, qui semblait être l'héritier d'Arafat. Tous deux avaient des stratégies fortement divergentes à propos des rapports avec Israël.

Selon Arafat, Israël avait manqué à ses engagements pris dans les accords d'Oslo. Dès lors il était hostile à investir exclusivement dans le processus de paix. Il voulait une double stratégie, garder des canaux ouverts aux pourparlers tout en maintenant l'option de la résistance armée pour faire pression sur Israël. Pour cette raison, il gardait une emprise personnelle ferme sur les forces de sécurité palestiniennes.

Quant à Abbas, il croyait que la résistance armée est un cadeau à Israël et délégitimise le combat palestinien. Il voulait focaliser exclusivement sur les négociations et la construction de l'Etat, espérant exercer une pression indirecte sur Israël en prouvant à la communauté internationale que les Palestiniens pourraient se montrer dignes de confiance avec un Etat. Sa priorité était de coopérer étroitement avec les Etats-Unis et Israël sur les questions de sécurité.

Israël et les Etats-Unis préféraient l'approche d'Abbas, allant même jusqu'à contraindre Arafat à réduire son influence pendant un temps, en nommant Abbas au poste nouvellement créé de Premier minis-

tré.

l'intérêt d'Israël à tuer Arafat saute aux yeux si on considère ce qui s'est passé après sa mort. Non seulement le mouvement palestinien s'est effondré, mais la direction palestinienne a été replongée dans une série de vains pourparlers de paix, laissant toute latitude à Israël pour se concentrer sur les vols de terres et la construction de colonies.

A propos de la question de savoir si Israël a profité de la perte d'Arafat, l'analyste palestinien Mouin Rabbani faisait observer : « Est-ce que l'engagement exemplaire d'Abou Mazen [Abbas] envers Oslo pendant toutes ces années, et sa coopération avec Israël pour gérer la sécurité envers et contre tout - est-ce que cela n'a pas déjà réglé cette question ? ».

Aujourd'hui la stratégie d'Abbas affronte peut-être son test ultime, alors que l'équipe de négociation palestinienne va une fois de plus tenter d'arracher à Israël les plus élémentaires concessions sur un Etat palestinien, au risque d'être blâmée pour l'inéluctable échec des pourparlers. Déjà ses efforts semblent s'être largement fourvoyés.

Alors que les négociations n'ont rapporté aux Palestiniens qu'une poignée de prisonniers politiques âgés, Israël a déjà annoncé en retour l'extension massive des colonies et a menacé d'éviction quelque 15.000 Palestiniens de leurs maisons à Jérusalem-Est.

Il va sans dire que c'est un compromis qu'Arafat aurait maudit.

Info Palestine 16 novembre 2013

1% IS ALL YOU PAY TO DRIVE AWAY!~ WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET!

EASY FINANCING! OVER 30 BANKS ON LOCATION! EASY FINANCING! NO CREDIT NO PROBLEM!

Whether you're buying or selling a car,
If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
Call **877-356-5030** For Complimentary Pick Up

OVER 3000 CARS TO CHOOSE FROM!

WE HAVE A CAR TO FIT EVERY BUDGET!

PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!

'11 HYUNDAI SONATA

BUY FOR: **\$8,995**
PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/opts, 42k miles, Stk#83604

'10 TOYOTA RAV4 4WD

BUY FOR: **\$9,995**
PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#73241

2011 CHEVY MALIBU

BUY FOR: **\$99**
PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR
W/ \$2995 DOWN
PLUS TAX & TAGS
Stk# 69396, 18k mi.

2012 TOYOTA COROLLA s

BUY FOR: **\$103**
PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR
W/ \$2995 DOWN
PLUS TAX & TAGS
Stk# 84301, 35k mi.

'10 HYUNDAI CIVIC

BUY FOR: **\$9,995**
PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 35k miles, Stk#74688

'12 CHEVY CRUZE

BUY FOR: **\$9,995**
PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 47k miles, Stk#82690

'12 TOYOTA CAMRY

BUY FOR: **\$10,995**
PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 21k miles, Stk#84619

'11 TOYOTA SIENNA

BUY FOR: **\$14,995**
PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 15k miles, Stk#73236

'12 NISSAN MAXIMA

BUY FOR: **\$16,995**
PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#76311

'12 NISSAN PATHFINDER

BUY FOR: **\$17,995**
PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 29k miles, Stk#78422

2012 HONDA ACCORD LX

BUY FOR: **\$115**
PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR
W/ \$2995 DOWN
PLUS TAX & TAGS
Stk# 82471, 32k mi.

2011 FORD EDGE

BUY FOR: **\$147**
PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR
W/ \$2995 DOWN
PLUS TAX & TAGS
Stk# 82896, 51k mi.

2009 HONDA PILOT EX

BUY FOR: **\$199**
PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR
W/ \$2995 DOWN
PLUS TAX & TAGS
Stk# 72824, 36k mi.

2011 MERCEDES C300[^]

BUY FOR: **\$18,995**
PLUS TAX & TAGS
Stk# 68924, 13k mi.

CLIP IT. BRING IT. CASH IN!

UP TO \$3,000

• TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE
• ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT*

Authorized Signature Required, General Manager

Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.

CARS STARTING AS LOW AS \$2,995!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2001	Honda Civic, 87k	73406	\$2,995
2003	Toyota Camry, 108k	67147	\$2,995
2000	Honda Civic, 130k	544413	\$2,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2004	Nissan Sentra, 53k	UC16122	\$3,995
1999	Toyota Rav4, 160k	218724	\$3,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2005	VW Passat ndsmtr, 24k	69686	\$4,995
2005	Toyota Camry, 65k	62871	\$4,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2003	Honda Accord EX, 91k	72885	\$5,995
2005	Honda Civic, 142k	78453	\$5,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2008	Toyota Corolla, 7k	43265	\$6,995
2008	Volkswagen Jetta, 30k	52550	\$6,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2009	Toyota Camry, 87k	82713	\$7,995
2010	Honda Fit, 17k	73329	\$7,995

MANAGER SPECIALS

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2006	Nissan Altima, 6K TMU	65610	\$6,995
2009	Honda Accord EX, 40k	65124	\$7,995
2009	Chevy Cobalt, 56k	65308	\$7,995
2010	Nissan Sentra, 46k	68559	\$7,995
2012	Hyundai Elantra, 15k	79461	\$8,995
2008	Jeep Liberty, 17k	54235	\$9,495
2010	Chrysler Sebring, 38k	61787	\$9,995
2011	Ford Escape XLT, 25k	74493	\$9,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2009	Nissan Murano, 45k	73621	\$12,888
2011	Nissan Rogue, 50k	69968	\$13,995
2013	Nissan Altima, 16k	82570	\$13,995
2011	GMC Terrain, 51k	82272	\$13,995
2007	Lexus ES350, 53k	56974	\$14,888
2010	Infiniti G37, 28k	70898	\$18,995
2009	Acura MDX, 31k	73459	\$22,888
2010	Lexus LS 460, 39k	82704	\$31,995

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!



MAJORWORLD.com

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!*



Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. †All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. *Voucher available on vehicle purchase of \$10,000 or more. ^slight h2o damage. **Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. Offers cannot be combined. NYC DCA#0851824, DMV#7046226.

Démocratiser c'est démarchandiser !

Par Emir Sader *

La fragilité des démocraties libérales a été endiguée tant que celles-ci ont pu cohabiter avec le néolibéralisme et surtout tant qu'elles ont pu être utiles à ce modèle d'exclusion sociale. L'irruption brutale de l'argent dans toutes les sphères de la société a touché de plein fouet le monde politique : financement des campagnes électorales, lobbies dans les parlements ; le tout a été absorbé par les démocraties libérales, témoignant de leur énorme élasticité. Ainsi donc, elles ont cohabité et continuent de cohabiter avec des systèmes économiques néolibéraux caractérisés par la concentration des revenus, l'exclusion sociale, la confiscation des droits fondamentaux, la croissance exponentielle de la pauvreté et de la misère.

Marx le soulignait bien : lorsque les constitutions libérales proclament que « tous sont égaux devant la loi », c'est déjà le début des inégalités. Mais tant qu'il ne s'agit que d'inégalités économiques, sociales et culturelles, le libéralisme les acceptent du moment que les principes qui servent à définir un pays comme Etat démocratique restent en vigueur : la séparation des pouvoirs, des élections régulières, le multipartisme, une presse libre (« libre » signifiant « privée » dans le vocabulaire libéral). L'ère néolibérale représente le summum du capitalisme dans sa volo-

nté de tout transformer en marchandises, de tout marchandiser. Libéré des obstacles que créent les réglementations nationales, le capital peut ainsi, sans aucune limitation, réaliser l'utopie d'un monde où tout s'achète, tout se vend, tout a un prix.

Dans nos pays, ces processus ont profondément transformé nos sociétés, détruisant le faible réseau de protection sociale de nos Etats et laissant au marché gérer ce qui était des droits : l'éducation, la santé, la culture, les transports, le logement.

Les gouvernements post-néolibéraux tentent de renverser ce processus brutal de marchandisation, en remettant dans la sphère publique ce qui avait été livré au marché. Freinant les processus de privatisation, renationalisant dans certains cas des entreprises qui avaient été privatisées. Mais surtout en reconnaissant et en élargissant les droits de la plus grande partie de la population, victime de la spoliation de ses droits par le néolibéralisme.

La principale polarisation dans l'ère néolibérale se produit entre la sphère privée et la publique. La sphère privée est celle du marché, du consommateur, de la sélection sociale par l'argent. Pour sa part, la sphère publique est celle des droits des citoyens, de l'intégration sociale. L'Etat est un lieu où la sphère publique et la sphère privée luttent pour leur hégémonie. Il peut aussi bien être à la fois un Etat financier et un Etat recentré sur la sphère

publique. Dans un Etat, disait Pierre Bourdieu, il y a toujours une main droite et une main gauche. Le néolibéralisme qui détruit l'Etat tente de nous imposer un seul choix entre sphère étatique et sphère privée. C'est-à-dire entre un Etat désarticulé par leurs soins et le marché, qui est ce qui se cache derrière ce qu'ils nomment espace privé.

Mais l'alternative est tout autre. Lorsque le néolibéralisme parle de la sphère privée, il s'agit en fait de la sphère marchande, du marché. Et à l'opposé on a non pas la sphère étatique, mais la sphère publique. La polarisation sur laquelle insistent les théoriciens néolibéraux est, en réalité, celle qui se produit entre sphère publique et sphère marchande. C'est pourquoi, démocratiser nos sociétés signifie les démarchandiser, transférer de la sphère marchande vers la sphère publique, l'éducation, la santé, la culture, les transports, le logement et récupérer en tant que droits tout ce que le néolibéralisme a transformé en marchandise.

*Emir Sader est philosophe et professeur de sociologie à l'université de l'Etat de Rio de Janeiro (UERJ) et à l'Université de São Paulo (USP).

Página 12. Buenos Aires, 12 de noviembre de 2013
Traduit de l'Espagnol :
Marie-Rose Ardiaca
El Correo. Paris, le 16 novemb

Suite de la page (3)

à la frontière, une diminution des cas d'abus et des violations des droits humains a été notée.», a déclaré le Secrétaire national du RFJS, Alexis Alphonse tout en signalant qu'il reste encore beaucoup à faire pour que règne dans cette région « une culture de droits humains ». M. Alphonse a fait remarquer que le réseau a aussi mené des actions de plaidoyer pour attirer l'attention des autorités sur les violations des droits humains et les porter à prendre des décisions pour réduire ces abus, notamment contre les marchandes.

«Il y a des gens qui se voient confisquer leurs marchandises après avoir effectué des transactions dans les marchés frontaliers dominicains. Une meilleure politique de collaboration entre les deux gouvernements devraient être définie au profit des deux peuples partageant la même île.», a estimé Alphonse.

Le problème de la documentation des ressortissants-es haïtiens à la frontière et en République Dominicaine a également été évoqué. Selon les membres du

réseau, l'absence de documents d'identité rend les ressortissants haïtiens encore plus vulnérables aux abus.« Certains d'entre eux sont parfois rapatriés dans des conditions inhumaines, à des moments où ils devraient recevoir leur paie ou récolter leurs denrées», avait fait remarquer Manise Elie, Coordinatrice nationale du RFJS. Face à ce problème, le RFJS avait lancé en 2013 une campagne demandant à l'Etat haïtien de faciliter aux usagers de la frontière les documents d'identité, tels que actes de naissance et carte d'identification nationale (CIN), rappelle la coordinatrice nationale.

Cette assemblée nationale a été aussi l'occasion pour le RFJS de présenter le bilan des 3 années du projet « Vers une culture de droits humains et de coexistence pacifique à la frontière haïtiano-dominicaine» qui prendra fin en décembre 2013. Ce projet financé par l'Union Européenne et Christian Aid avait pour objectifs de promouvoir le respect des droits humains à la frontière en renforçant la capacité des groupes vulnérables à défendre leurs droits et celle du RFJS à mieux faire

son travail. Elle visait également à promouvoir une plus grande implication de la société civile et des autorités locales dans la recherche de solutions aux problèmes de droits humains de la frontière.

La présentation des conclusions du plan stratégique, la situation de certains comités de droits humains, la révision des statuts ainsi que des règlements internes du Réseau Frontalier Jeannot Succès étaient également à l'ordre du jour de cette assemblée générale nationale.

Rappelons que le Réseau Frontalier Jeannot Succès est une structure composée de Comités de Droits Humains établis des deux côtés de la frontière et coiffés en Haïti et en République Dominicaine par une Coordination Nationale. De sa création en 2001 à date (2013), le RFJS bénéficie de l'accompagnement d'institutions haïtiennes et dominicaines comme le GARR, Solidarité Frontalière, Solidaridad Fronteriza et le Service Jésuite aux Réfugiés et Migrants.

GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés)



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

- *Translations * Interpreters
- * Immigration Services
- * Résumé * Fax Send & Receive
- * Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

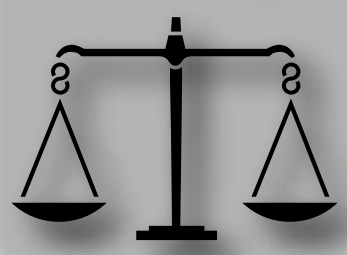
899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



MAXX
REAL ESTATE
Consultant Corp.

REAL ESTATE:

- Residential
- Commercial • Condo
- Coop • Rentals

INCOME TAX:

- Individual • Business

NOTARY PUBLIC

Unique market knowledge & excellent negotiation skills

1424 Flatbush Ave.,
Brooklyn, NY 11210
(Corner Farragut Road)
718.576.6601
maxxrealtys.com

Nou pale Kreyòl!

Comment les ambassades occidentales limitent les voyages des Cubains

Par Salim Lamrani

Voyager à l'étranger relève du parcours du combattant pour les Cubains. Mais pas forcément pour les raisons que l'on croit...

Comme tous les peuples, les Cubains aspirent à voyager et découvrir le monde, que ce soit en simple touriste ou afin de réaliser un projet personnel ou professionnel. Les obstacles sont nombreux lorsqu'on est originaire d'un pays du Tiers-monde, et davantage lorsqu'on vient de l'île de la Caraïbe. Mais, contrairement à ce que l'on pourrait penser, ils ne sont pas uniquement d'ordre financier ou politique.

En effet, avant même la réforme migratoire adoptée par le gouvernement de Raúl Castro en janvier 2013 qui permet aux Cubains de voyager sans autorisation des autorités, l'immense majorité des personnes qui sollicitaient ce permis recevaient une réponse positive de La Havane. Ainsi, entre 2000 et le 31 août 2012, sur un total de 941 953 demandes, 99,4% ont été satisfaites. Seules 0,6% des personnes se sont vu refuser un voyage.

Par ailleurs, l'immense majorité des Cubains qui voyagent à l'étranger choisissent de rentrer au pays. Ainsi, sur les 941 953 personnes ayant quitté le territoire national entre 2000 et 2012, seules 12,8% ont choisi de s'établir à l'étranger, contre 87,2% qui sont revenues à Cuba[1].

La suppression des démarches administratives et bureaucratiques – telles que l'autorisation de sortie du territoire et la lettre d'invitation souvent couteuse –, ainsi que l'allongement de la durée du séjour de 11 mois à 24 mois, renouvelable indéfiniment sur simple demande auprès d'un consulat cubain à l'étranger, ont été bénéfiques. Ainsi, de janvier à octobre 2013, 226 877 Cubains ont voyagé à l'étranger, soit une hausse de 35% par rapport à l'année précédente [2].

Mais désormais, un autre défi attend les Cubains : obtenir un visa. En effet, l'obtention du précieux sésame relève d'un véritable parcours du combattant et constitue aujourd'hui la principale barrière à un séjour à l'étranger. Les exigences sont draconniennes et les refus très nombreux.

Ainsi, si un Cubain souhaite effectuer un séjour en France, il doit prendre rendez-vous au moins un mois avant la date de son départ auprès du consulat de France à La Havane et fournir une liste de documents assez précise. Il faut « une lettre de motivation de la personne qui invite », une « attestation d'accueil de la mairie ou la réservation d'hôtel avec tous les frais payés », une « copie des 3 derniers bulletins de salaires du répondant ou déclaration d'impôt récente », «

toute preuve du lien de parenté avec l'hôte », une « copie de la carte nationale d'identité ou du titre de séjour en France de l'hébergeant », « l'assurance voyage valable pour toute la durée du séjour », « la confirmation de la réservation d'un voyage organisé ou tout autre document approprié indiquant le programme de voyage envisagé », et 60 euros de frais de dossier, c'est-à-dire l'équivalent de trois mois de salaire à Cuba, non remboursables. Les autorités diplomatiques avertissent d'emblée le voyageur potentiel : « L'ambassade se réserve le droit d'accorder ou non le visa et n'a, en aucun cas et bien que le dossier soit complet, d'obligation à octroyer un visa [3] ».

Les exigences sont similaires pour voyager en Espagne. Il faut également « une lettre d'invitation d'un particulier enregistrée auprès du commissariat de police local », le billet d'avion retour, et démontrer que l'on dispose des ressources financières pour voyager d'au moins 64,53 euros par jour et par personne, avec un minimum de 580,77 euros [4].

Pour les Etats-Unis, les restrictions sont encore plus sévères. Le nombre de visas accordés par rapport à la demande est dérisoire. Néanmoins, il existe une solution pour les recalés : l'émigration illégale. En effet, la loi d'Ajustement cubain de 1966 stipule que tout Cubain qui entre légalement ou illégalement sur le territoire national à partir du 1er janvier 1959 obtient automatiquement le statut de résident permanent au bout d'un an et un jour.

Pendant des années, les puissances occidentales ont critiqué les autorités de La Havane, les accusant de freiner la liberté de mouvement des Cubains. Or, alors que Cuba a supprimé les obstacles bureaucratiques tels que l'autorisation de sortie et la lettre d'invitation afin de faciliter les voyages de ses citoyens, les ambassades étrangères érigent de nouvelles barrières et exigent désormais des Cubains, en plus des documents habituels,une lettre d'invitation.

Notes

[1] Cuba Debate, « Cuba seguirá apostando por una emigración legal, ordenada y segura », 25 octobre 2012.

[2] Andrea Rodriguez, « Cubanos viajan más al extranjero gracias a reforma », The Associated Press, octobre 2012.

[3] Ambassade de France à Cuba, « Les différents types de visas et les documents à présenter ». <http://www.ambafrance-cu.org/Les-differents-types-de-visas-et> (site consulté le 7 novembre 2013).

[4] Ministerio de Relaciones Exteriores, « Requisitos de entrada ». <http://www.exteriores.gob.es/Consulados/LAHABANA/es/InformacionParaExtranjeros/Paginas/RequisitosDeEntrada.aspx>

Réussite du programme gratuit d'implants cochléaires

Alfredo Boada Mola

LA HAVANE.— Cuba développe depuis plus de 15 ans un programme national gratuit d'implants cochléaires. Environ 270 enfants ont été traités, notamment des enfants multi handicapés et des sourds et aveugles.

La Dr Beatriz Bermejo, membre du Groupe national des implants cochléaires, a expliqué à l'agence Prensa Latina que la pose d'implants cochléaires à Cuba a démarré en 1998, grâce à l'effort commun de plusieurs institutions, dont le Centre national des sciences neurologiques, le Centre international de la santé La Pradera, et l'hôpital Ameijeiras de La Havane.

À Cuba, selon une étude réalisée entre 2001 et 2003, les estimations de la prévalence de la déficience auditive étaient de 2,1 pour 1 000 habitants, a expliqué la spécialiste.

« Depuis 2005, lorsque 21 implants cochléaires ont été posés, le travail s'est perfectionné avec la création d'une équipe multidisciplinaire de spécialistes composés de chirurgiens, audiologistes, neurophysiologistes, neuropédiatres, phoniatres, psychologues, orthophonistes, pédagogues, entre autres », a-t-elle ajouté.

La Dr Bermejo, qui est également responsable du Département d'orthophonie et de phoniatrie du Centre international de la santé La Pradera, à l'ouest de La Havane, a déclaré que le programme cubain de dépistage auditif dispose de plusieurs centres régionaux qui couvrent l'ensemble du pays, et concerne tous les âges jusqu'à 18 ans.

« Notre mission est de dépister tous les enfants atteints de déficiences auditives depuis leur naissance », a-t-elle signalé.

« Un bon dépistage auditif et

une détection de plus en plus précoce (l'idéal est avant l'âge de 6 mois), permet d'obtenir de meilleurs résultats dans le traitement. En effet, plus les enfants sont jeunes quand ils reçoivent les implants, meilleurs sont les résultats dans le développement du langage et les compétences cognitives en général », a-t-elle ajouté.

Le programme comprend la détection, la chirurgie, la programmation de l'équipe médicale et la rééducation auditive si nécessaire, afin d'améliorer la diction, l'esthétique et le timbre de la voix du patient.

« Il s'agit d'un travail collectif en fonction duquel des personnes d'autres pays, tels que la Guinée et le Venezuela ont été traités, et qui pourrait s'étendre à l'ensemble de l'Amérique latine », a conclu la Dr. Bermejo. (PL)

GRANMA La Havane. 14 Novembre 2013

Cuba parmi les pays les mieux dotés en personnel de santé

Cuba figure en tête de liste des pays enregistrant la plus forte densité de ressources humaines dans la sphère de la santé pour chaque 10 000 habitants (134,6), devant les États-Unis (125,1), le Canada (93,5), selon un rapport de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

Haïti, avec un taux de 3,6, est le pays le moins favorisé, derrière le Guyana (11,2), le Guatemala (12,5), le Honduras (13,6) et la Bolivie (14,1), précise le document intitulé Une vérité universelle : il n'y a pas de santé sans agents sanitaires, sur les défis en matière de distribution, de migration et de formation de professionnels de cette sphère.

Le texte rappelle qu'un des principaux problèmes dans les services de santé consiste à améliorer le recrutement et la rétention de ces profession-

nels dans les endroits les plus démunis, et développer une éducation médicale adaptée aux besoins de chaque endroit.

« L'un des principaux défis à relever pour assurer une couverture sanitaire universelle consiste à faire en sorte que tous, et en particulier les populations les plus vulnérables et celles des régions reculées, aient accès à des personnels de la santé qualifiés et culturellement compétents », a souligné Mme Carissa F. Etienne, directrice de l'OPS.

Le rapport insiste sur la nécessité d'augmenter de plus de 7 millions le nombre de travailleurs de la santé dans le monde, et aussi d'assurer une meilleure distribution géographique de ces professionnels, pour la plupart concentrés dans les grandes villes. (PL)

GRANMA La Havane. 15 Novembre 2013

¡Hasta siempre Comandante!, Chavez pour toujours!

Mort de Chavez, une perte immense pour les peuples souffrants

Par Ababacar Fall «Barros»

Deux journalistes d'Afrique ont témoigné de reconnaissance et d'affection lors du décès de Chavez. Des témoignages qui entretiennent la mémoire du Commandante.

Nous avons appris avec beaucoup de peine et de tristesse le décès de l'ami de l'écrasante majorité des Vénézuéliens et des populations du Sud, le président Hugo Chavez Fria, président de la République bolivarienne du Venezuela.

Quoique sensibilisés a priori sur cette perte déplorable, les peuples souffrants du monde ont ressenti la même douleur que celle endurée, lors la mort brutale du président Thomas Sankara, en Afrique, du Che en Bolivie, pour ne citer que des leaders charismatiques du Tiers-monde. Tant son engagement pour la libération et le progrès social de son pays et des peuples opprimés, avait fini de gagner les cœurs des déshérités... politiquement conscients.

D'ailleurs cet engagement du grand disparu, a toujours empêché ses ennemis de dormir, les poussant même à une perte de décence pendant sa mal-

adie et après l'annonce de son décès. Son principal rival d'octobre dernier, s'est senti déjà "élu", en... "s'adressant à la nation", sous prétexte de prôner "l'unité".

En présentant nos sincères condoléances au gouvernement, au peuple du Venezuela, à la famille et à tous ses camarades, nous souhaitons que l'œuvre du président Chavez soit poursuivie et approfondie par ses amis, dans le combat pour la dignité et la libération.

* Ababacar Fall-Barros est ancien coordinateur du Grila - Sénégal

Il avait pour l'Afrique comme un respect émouvant



Hugo Chávez Frías

Par Justin Morel Junior

"Presque quatre mandats, quatre interventions chirurgicales auront finalement eu raison du champion de l'anti-américanisme, le trépidant président Hugo Chávez du Venezuela. Il disparaît ce mardi 5 mars 2013, laissant derrière lui un peuple éploré et reconnaissant pour la dynamique de développement qu'il a su instaurer dans son pays, en marxiste convaincu, généraux et jovial. Si certains en Occident voyaient en lui un dictateur débonnaire, son peuple, lui, dans sa majorité, trouvait en lui le

héros des pauvres et des petites gens. Sa boulimie oratoire, sa passion de la liberté pour les opprimés et son engagement sans faille pendant 14 ans au service de son pays, feront de lui un symbole de lutte avec ses faiblesses d'homme et ses forces de leader charismatique. Il avait pour l'Afrique comme un respect émouvant, une espèce d'humilité féconde, en souvenir d'une histoire partagée."

* Justin Morel Junior est journaliste (source : guineeconakry.info)

Deux articles reproduits dans Pambazuka news 06-03-2013

Suite de la page (4)

à leur passage. Les manifestants de leur côté ont répliqué avec vigueur. Les policiers haïtiens qui assuraient la sécurité des protestataires ont pris le contrôle de la situation en chassant les bandits légaux de Martelly qui voulaient semer le trouble à Pétion-ville en lançant des pierres et des tessons de bouteilles sur les véhicules et les maisons des résidents de Pétion-ville. Déterminés, les manifestants ont pu résister à poursuivre leur parcours en descendant sur la route de Bourdon jusqu'au Champ-de-Mars, après environ 5 heures de marche, où la police a mis fin à cette grande journée de mobilisation à coups de gaz lacrymogène et des tirs nourris. Des manifestants ont déclaré : « *Vye manman te pare pou zepina, zepina te pare pou vye manman*. ».

Durant tout le parcours, les manifestants ont lancé des propos hostiles à l'endroit du président Martelly, son Premier ministre, Laurent Lamothe et les membres de sa famille, Sophia et Olivier Martelly « *manman vòlè, papa vòlè, pitit kidnapè, Lamothe kòwonpi*. » et ils chantaient : « *Prese, prese, OOO, Martelly di l ap krazè peyi a OOO anvan l ale, prese, prese, voye l ale*. » Ils n'arrêtaient pas de dénoncer les dérives du régime têt-

kale : violation flagrante de la constitution et les lois de la république, vassalisation des deux autres pouvoirs, Législatif et judiciaire, et les autres institutions républicaines, le pillage des ressources, la lapidation de fonds de l'Etat et d'autres actes arbitraires, illégales et criminels.

Au niveau de Delmas 48, les manifestants ont arraché les posters à l'effigie de Michel et Laurent Lamothe, où les forces d'occupation de l'ONU leur ont lancé des bombes de gaz lacrymogène, faisant des dizaines de blessés.

Des responsables politiques tels : la coordonnatrice du Comité exécutif de l'organisation politique FanmiLavalas, Dr. Maryse Narcisse, le Sénateur Moïse Jean Charles, l'ex-sénateur, Turneb Delpé entre autres ont pris part activement à la mobilisation. Des étudiants de l'université d'Etat d'Haïti, des syndicalistes, des dirigeants d'organisations populaires ont également participé à la manifestation. Certains manifestants ont déclaré : « Aujourd'hui nous sommes dans les rues pour débarrasser le pays des colons et de leur représentant direct, Michel Martelly, à l'occasion du 210^e anniversaire de la bataille de Vertières. Le peuple haïtien a investi

les rues de la capitale pour débarrasser le pays des colons et de leurs représentants qui continuent de maintenir les masses dans un esclavage mental déguisé. » Le Mouvement de Liberté, d'Egalité pour la Fraternité des Haïtiens (MOLEGHAF) était présent avec des pancartes, sur lesquelles on pouvait lire : « A BAS Martelly, A BAS MINUSTAH, MOLEGHAF di fòk bagay yo chanje nan peyi a ».

A la Faculté d'Ethnologie, des étudiants ont organisé un mouvement de protestation pour exiger le départ de la MINUSTAH de la terre de Dessalines. 210 ans après la bataille finale des esclaves contre les colons, des occupants se trouvent à nouveau sur le territoire national. Ils ont déclaré la Faculté d'Ethnologie et ses environs territoire libre. La police a bombardé ces étudiants de gaz lacrymogène et l'un d'entre eux s'en est sorti blessé avec sa main partiellement et gravement brûlée par l'éclatement d'une bombe à gaz lacrymogène.

Au Cap-Haïtien où il y avait des cérémonies officielles avec la présence du pouvoir exécutif et judiciaire, la police a étouffé dans l'œuf la manifestation de l'Opposition dans le Nord du pays pour exiger le départ de Michel Martelly et des forces d'occupation

de l'ONU, la MINUSTAH du territoire national. Dans d'autres départements du pays, tels : le sud, les Nippes, le Sud-Est, à Petit-Goâve, au niveau de la frontière, il y avait également des manifestants exigeant le départ de l'équipe tèt kale et des occupants de la MINUSTAH.

Un fait est certain, malgré l'intimidation, la distribution d'argent et d'armes aux bandits légaux du régime, le peuple haïtien a bravé le danger comme ce fut le cas de nos ancêtres au moment de la bataille de Vertières, pour chasser les colons et les

occupants du territoire national, afin qu'Haïti recouvre sa pleine et entière souveraineté et que le peuple haïtien reprenne son destin en main.

En fait, la distribution d'argents faite par le pouvoir Martelly-Lamothe dans le but d'essayer de contrecarrer la mobilisation anti-Martelly s'est retournée contre lui, puisque ses partisans s'entredéchiraient à Carrefour, où un petit groupe ayant à sa tête Rosemond Jean, Fednel Monchéry manifestait en sa faveur. N'était-ce l'intervention de la police Rosemond Jean aurait passé un très mauvais quart d'heure.

Trois personnes ont été froidement abattues par des inconnus circulant à moto, dont deux à Delmas 2 et une autre à Delmas 18. D'après les informations recueillies sur place, l'une des victimes prénommée Jackson serait un militant lavalas. Dans la soirée du 16 novembre, des tirs nourris ont été entendus dans le quartier de Bel-Air, lieu retenu par excellence pour le démarrage de la marche anti gouvernementale.

Dans la perspective d'un 18 novembre massivement célébré par l'opposition, le régime Martelly-Lamothe avait procédé durant le week-end dernier à la distribution d'importantes sommes d'argent à ses partisans dans l'espoir de foirer la manifestation du 18 novembre. Rosemond Jean, responsable d'une petite organisation qui dit défendre les sociétaires victimes des coopératives en faillite (CONASOVIC), avait appelé la population de Carrefour et des environs à manifester pour soutenir le régime Martelly. Cette contre-manifestation du pouvoir a avorté. Les éventuels contre-manifestants ont réclamé leur dû avant même la tenue de la manifestation. Ce qui n'a pas plu à Rosemond Jean qui a failli laisser sa peau n'était-ce la vigilance d'une patrouille policière. Il a pu s'échapper de justesse avec sa mallette qui contenait du fric. Donc, en résumé, du côté du gouvernement la pratique de «mobilisation» se résume à "Payer pour Manifester" (PPM). Le pouvoir en place ne fait qu'acheter la conscience d'une frange de la population au moyen de quelques gourdes. Il n'a pas hésité à soudoyer des habitants des bidonvilles de Jalousie en leur acheminant des produits de première nécessité et d'autres promesses.

Même son de cloche au Cap-Haïtien où des débours considérables ont été consentis par le trésor public pour financer les activités de la présidence et de la Primature, à l'occasion du 18 novembre. La présidence a surtout concentré ses activités dans la deuxième ville du pays au pied du monument de Vertières où le chef de l'Etat a délivré un message d'unité, mais teinté de provocation. Critiquant vertement des leaders politiques de l'opposition, M. Martelly qui a lancé un appel à l'unité du pays, ce lundi, croit qu'il faut combattre les ennemis de la population qui sont entre autres le chômage et la misère. Il a réclamé le respect de son mandat, sans pour autant faire état des dizaines de milliers de citoyens qui ont gagné les rues de la capitale.

Si toutes les festivités du régime se sont déroulées sans trop grandes difficultés, la manifestation programmée par les opposants au Cap-Haïtien a été étouffée dans l'œuf. Le début de manifestation de l'opposition a été réprimé sauvagement par la police qui affiche de plus en plus un comportement de miliciens [macoutes] à la solde du régime. Le chef de la police du Cap, un partisan zélé du régime, a passé des instructions à ses troupes pour disperser la tentative de marche à coups de gaz lacrymogènes. Au moins six personnes ont été blessées par balles dont certains sont dans un état grave. Et la machine répressive gouvernementale s'est aussitôt mise en marche. Près de trente personnes ont été arrêtées dans les bidonvilles du Cap-Haïtien dans la nuit du 18 au 19 Novembre selon ce qu'a rapporté la responsable de l'Institut mobile d'Education Démocratique (IMED), Kettly Julien.

Parallèlement, durant le week-end dernier, le Premier Ministre Laurent Lamothe s'était rendu à Milot pour lancer un nouveau programme social du pouvoir baptisé "Gouvèman an lakay ou" (Le gouvernement chez vous). Il s'agissait d'un nouveau show en direct qui a nécessité la présence de tout l'appareil gouvernemental (ministres, secrétaires d'Etat,



Manifestation des partisans de Martelly à Port-au Prince

Directeurs généraux et autres) et la quasi-totalité des médias réquisitionnés sur place pour retransmettre cet



Pamela White et son cadavre politique Michel Martelly

événement qui consiste à offrir à la population de Milot et ses environs une boulangerie et deux restaurants communautaires. Des millions de gourdes venant de la Banque Centrale pour financer cette activité, alors que les employés contractuels de la primature n'ont pas reçu leur chèque depuis les mois d'Août et Septembre. Des fournisseurs de la place, entre autres: "Clean Service", "Refricli" ont cessé leur contrat de services à la Primature pour cause de non-paiement. Une autre compagnie réquisitionnée pour le service de maintenance du groupe électrogène qui alimente les locaux du gouvernement a dû discontinuer ses services après huit mois de bordereaux impayés.

C'est dans cette ambiance malsaine de corruption et de gabegie administrative que la Communauté internationale a enjoint les secteurs démocratiques de négocier avec le régime Martelly qui continue de faire fi des revendications du peuple haïtien et qui a procédé à une vaste entreprise de vassalisation des institutions républicaines. Au lieu d'utiliser les structures étatiques pour venir en aide aux différentes populations du pays, le Chef de l'Etat préfère mettre sur pied des structures parallèles gérées par ses proches pour subtiliser les fonds de l'Etat. Les projets "Gouvènman lakay ou" PSUPGO, "Ti manman chérie", "Katyè pa m poze", « Aba Grangou », « Kore Pèp » etc, ne sont qu'une couverture pour permettre aux tenants du pouvoir de dilapider les caisses de l'Etat, tout en faisant croire aux plus démunis qu'ils travaillent en leur faveur. Il s'agit d'un véritable marché de dupes que seul le renversement du régime peut arrêter. Pourtant, il y a un secteur de l'opposition de la mouvance «socialiste» (Fusion, OPL, KID) qui a choisi de négocier avec Martelly dans l'espoir d'obtenir un poste ministériel, d'ambassadeur, ou de direction générale. Démocratie, que de crimes on commet en ton nom!

Le rendez-vous pour la prochaine manifestation est fixé pour le vendredi 29 Novembre date qui rappelle le massacre de la ruelle Vailant. Dessalines va en ce jour visiter l'oncle Sam car la manifestation aura lieu devant l'ambassade américaine ou ils vont demander aux américains de reprendre leur colis embarrassant qui est maintenant un cadavre politique selon les déclarations faites à la presse par le sénateur du Nord Moïse Jean Charles.

Jacques Kolo Pierre

leurs enfants à l'école », note Félix.

Récemment, des mesures ont été prises pour lutter contre la déforestation dans la région. Sous la supervision de techniciens, et grâce au financement de l'AAA, la FAO, l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et Helvetas, les équipes des paysans et d'autres habitants des 11^e et 12^e sections communales reçoivent un salaire journalier de l'ordre de 200 gourdes (US\$4.65) ou 300 gourdes (US\$6.98). Ils ont érigé des seuils en sac de terre, en pailles sèches et des clayonnages. Par la suite, ils ont procédé à la mise en terre des plants d'arbres fruitiers et forestiers.

Les projets ont une autre raison d'être aussi, d'après l'AAA et les autres organisations. Ils apportent un appui financier direct à la population après des désastres naturels. Selon Beate Maas, coordinatrice d'AAA, les travaux de « *Cash For Work* (CFW) » ou « Argent contre Travail » aident les gens à se recapitaliser rapidement. « [Le CFW] aide à embaucher beaucoup de familles et leur permet d'avoir un minimum de revenus. C'est une assistance immédiate. C'est donc ça l'avantage », dit-elle.

Mais le « salaire » versé ne satisfait pas les agriculteurs. « Cette misérable somme peut nous servir pendant 2 à 3 jours » d'après Olivia Batichon, cultivatrice et membre de l'Organisation des Jeunes en Action pour le Développement (OJAD).

Batichon et d'autres détracteurs des projets prétendent que ceux qui font un travail « CFW », qui dure généralement deux semaines, négligent souvent leurs terres.

Cependant, dans une enquête auprès de 50 bénéficiaires à Doucet, Ayiti Kale Je (AKJ) a observé que tous apprécient ces travaux. Selon eux, même si le salaire de 200 gourdes ne représente pas grand-chose, il est utile et le reboisement est nécessaire pour la zone.

Les besoins de reboisement contre les besoins quotidiens

Autour de Doucet, il y a des collines décorées de centaines de seuils. A l'intérieur de ceux-ci, se trouvent des petits arbres forestiers (l'eucalyptus) et fruitiers (manguiers, noix, acajous, orangers). Mais il y a d'autres pentes où les seuils sont en voie de désintégration, des tas de terres sont déjà érodées, et des gaules mortes. Les paysans ont planté des arachides, des petits pois et d'autres cultures sur et autour des structures. En quelques mois, ces collines seront nues comme elles l'étaient avant les projets de reboisement.

Ilomène Tataille est mère de famille, propriétaire dans la zone et membre d'un des comités de volontaires mis sur pied pour veiller sur la croissance des nouvelles plantes, empêcher les animaux de les manger, et pour les dégorger après chaque pluie. Une autre tâche, d'après elle, est d'empêcher aux habitants de planter sur ces pentes érodées, surtout pas de l'arachide, une culture populaire dans la zone.

D'après Tataille, même si les travailleurs CFW et les propriétaires fonciers étaient tous d'accord au départ pour ne pas perturber les collines, il est quasiment impossible de leur interdire de travailler. Elle-même a violé sa promesse. « Quant à moi, je les plante. D'ailleurs, nous habitons une zone aride. C'est de l'arachide que nous pouvons cultiver. C'est notre profession. Désolée, nous n'avons pas d'autres emplois ! », dit-elle.

Pour Tataille, l'autre difficulté consiste en ce que les propriétaires ont affermé leurs terrains à d'autres habitants. Même s'ils sont d'accord pour respecter les conseils prodigués par les représentants d'AAA ou de MKOZE, ils ne peuvent pas forcer les locataires à faire de même.

Les cadres des organisations impliqués sont au courant. L'agronome Esther Paynis, a été consultante de AAA dans un projet exécuté avec MKOZE entre septembre 2012

et août 2013.

« Nous avons conseillé aux gens de ne pas semer de l'arachide ainsi que tout autres cultures qui nécessitent de tourner le sol pour les cultiver, comme l'igname et la patate douce. Dans les séances de formation qu'on organise pour eux, ils ont promis de respecter ces principes », confirme Paynis à AKJ dans un courrier électronique le 30 septembre 2013. Paynis a supervisé la construction de seuils en pierres et en sacs de terre sur 1 180 m², et des clayonnages sur plus de 2 000 m² de terre. « Si nous leur prodiguons des conseils et qu'ils ne les mettent pas en pratique nous ne sommes pas responsables. Nous les avons informés des désavantages de l'arachide et comment elle peut entraîner la dégradation totale de la zone », continue-t-elle.

Lors d'une visite effectuée en août 2013, les journalistes ont pu constater plusieurs plantations d'arachides sur différentes collines. Deux mois après, soit en octobre, sur ces mêmes collines beaucoup de structures sont détruites, car pour récolter les arachides, les cultivateurs font tourner la terre : de nombreux murs en pailles sèches sont détruits avant même la décomposition des pailles voire la croissance des petites arbres mis en terre. Dans de nombreux cas, certaines plantules se retrouvent noyées ou étouffées par manque d'entretien.

Les critiques de certains

Certains s'interrogent sur les techniques utilisées. Louis Calixte qui a travaillé pour AAA comme technicien, pense, lui aussi, qu'il y a des structures qui ne sont pas durables. « Parmi les structures il y en a qui sont bonnes mais d'autres ne le sont pas vu que les plantes qu'on y met ne sont pas appropriées. On ne saurait prendre des manguiers pour les cultiver n'importe où. On doit les mettre dans un champ qui peut faciliter leur croissance. De même, on ne peut mettre de l'eucalyptus dans une terre apte à la culture. Les arbres sont différents les uns des autres », explique Calixte.

AKJ a consulté un agronome indépendant pour avoir son opinion. Il s'agit de Ludson Lafontant, ingénieur agronome et spécialiste dans le domaine du reboisement, travaillant à Fond d'Oies, dans les mornes près de Léogâne, située à 32 km au sud de la capitale. Après avoir visité de nombreuses collines, il estime que les structures ont plusieurs avantages. L'un d'entre eux, c'est qu'elles sont faites en pailles sèches. Une fois décomposées, elles peuvent servir de composte pour le sol et les herbes. Toutefois, il partage également l'idée que les eucalyptus sont désavantageux dans certains milieux. « Toutes les plantes absorbent de l'eau. Cependant, les plantes de ce genre – l'eucalyptus et le nîme – je ne voudrais pas les mettre à proximité des rivières ou des puits et des champs des agriculteurs. Ils ont une capacité d'absorber l'eau quel que soit le lieu où ils se retrouvent », note-il.

Lafontant et Calixte ne sont pas les seuls à se plaindre des choix des plantes. Molière Jean Félix, un propriétaire à Doucet et bénéficiaire du projet de reboisement, nourrit aussi des préoccupations. « Ces arbres sont grands absorbeurs d'eau dès qu'on les met dans une parcelle, celle-ci devient aride et elle ne peut rien produire après », d'après Félix.

« Lave men siyè a tè ? »

D'après Junior Joseph, secrétaire général de l'OJAD à Beatrice, le problème ne se résume pas seulement au choix des plants. Il y a une contradiction fondamentale dans la mesure où le reboisement pourrait provoquer la faim. Cette contradiction ne fera que conduire à l'échec des projets.

Un autre défi serait le fait que les comités mis sur pied pour assurer la surveillance sur les seuils sont constitués de bénévoles. Ces derniers ont

pour mission d'entretenir les structures en empêchant à leurs voisins de planter et d'attacher leurs animaux aux petits arbres. « Les comités n'ont pas de soutien. Certaines personnes acceptent de travailler gratuitement, mais d'autres ne sont pas d'accord », d'après Joseph. « C'est alors que les structures se détériorent ».

En dépit du fait que Calixte a travaillé comme technicien dans un projet de conservation de sol exécuté par AAA, pour lui le manque d'implication des acteurs locaux, et le manque de compréhension des besoins des habitants, sont des problèmes importants.

L'agronome Lafontant est d'accord. Le reboisement est nécessaire, mais le manque d'implication des paysans constitue un autre problème, dit-il. Il y a aussi le fait que les seuils n'ont pas été construits avec l'idée que les paysans planteront n'importe quoi. « On ne peut empêcher le paysan de travailler son lopin de terre », dit Lafontant. « Moi je ferais ces mêmes structures, mais avec des canots de contour avec des coupes de niveaux pour qu'ils [les paysans] puissent planter de l'arachide. »

Willio Saint-Cyr, coordonnateur de MKOZE, admet le défi mais n'indique pas de solution. « Après de tels travaux si vous ne mettez pas une entité de suivi, surveillance, contrôle, il y a de fortes chances de régression voire d'aggravation de la situation. Car il existe partout des gens ayant de mauvaises intentions », dit-il.

Lors d'une visite de terrain en août 2013, l'agronome Lafontant dit craindre que ces travaux ne soient un véritable gâchis, comme dit le proverbe haïtien, « *lave men siyè atè* » (« lavez-vous les mains et séchez-les en les frottant par terre »).

Mais il a également critiqué la population et le gouvernement. « On doit pouvoir s'aimer d'abord et ensuite l'autre vous aimera. L'ONG est venue, après avoir cherché des fonds, » d'après Lafontant. « L'argent doit être justifié afin de s'enorgueillir d'avoir travaillé une quantité d'hectares de terre, fouillé tant m³ de canaux de contour et offert des emplois à de nombreuses personnes. C'est à ce moment-là que l'argent est justifié. Mais qui endure le problème ? C'est le pays de qui ? C'est le nôtre, c'est chez nous. C'est à nous de prendre conscience. »

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (RE-FRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/Université d'Etat d'Haïti.

Doucet (Petit-Goave), Haïti, 19 nov. 2013

Mimine Boutique

- Sequin Gowns
- Dresses
- Hand Bags
- French Perfumes
- Party Dresses
- Linen Sets

1441 Flatbush Ave
(between
Farragut &
Glenwood)
Brooklyn
NY 11210

718-282-1682

Suite de la page (7)

itaine, des membres du gouvernement et des employés de la présidence. C'était la panique totale à Port-au-Prince et ses environs à la veille de la célébration du 210e anniversaire de la bataille de Vertières, ce lundi 18 novembre 2013. Des voix s'élèvent pour dénoncer la distribution d'argents et d'armes par le pouvoir têtkaïe de Martelly-Lamothe pour essayer d'empêcher la mobilisation populaire contre leur régime totalitaire et corrompu.

Suite de la page (8)

Fonds National pour l'Education a finalement été transmis au Parlement très tardivement. Sa ratification se fait encore attendre.

Deuxièmement, ces taxes revêtent un caractère discriminatoire. Elles concernent les haïtiens de l'étranger qui principalement envoient des fonds en Haïti au bénéfice de leurs familles et, dans une moindre mesure, les haïtiens vivant en Haïti qui financent l'éducation de leurs enfants étudiant à l'étranger. Les enfants d'Haïti ont besoin d'être éduqués pour garantir un meilleur avenir pour eux-mêmes et pour le pays. Cela doit être un effort national auquel tous les haïtiens doivent participer dans la perspective d'une transformation de la société haïtienne. Les haïtiens d'outre-mer généralement tenus à l'écart de la sphère politique du pays, ne peuvent à eux seuls, supporter la scolarisation des enfants d'Haïti. C'est avant tout la charge de l'Etat. Et aussi, il faut mentionner que le budget annuel de la République prévoit un montant pour le financement de l'éducation à tous les niveaux.

Troisièmement, la collecte et la gestion des fonds recueillis dans le cadre de ces nouvelles taxes se fait de manière occulte. Les citoyens ne savent qui dirige le FNE et quel est son statut et sa rémunération.

Quatrièmement, pour l'instant, les chiffres fournis par les responsables contrastent avec la réalité. Le président Martelly avance des chiffres qui ne correspondent ni à ceux fournis par le gouverneur de la Banque Centrale ni à ceux du Conseil National des Télécommunications (CONATEL). Par exemple, en Décembre 2012, le chef de l'Etat a parlé de 16 millions de dollars collectés au nom du FNE par la BRH et le CONATEL après plus d'un an qu'ils eurent commencé à collecter ces les taxes. Le 14 Décembre de la même année, le Conseil National des Télécommunications (CONATEL) informait avoir déjà collecté pour la période allant du 15 juin 2011 au 15 Février 2013, une somme de 43 millions 479 mille 902,36 de dollars américain, auprès des compagnies téléphoniques pour le compte du FNE. Quel contraste!

Difficilement vérifiable par des sources indépendantes, le gouvernement affirme avoir déjà scolarisé plus de 1 million 200 mille jeunes haïtiens. Ces chiffres avancés par le gouvernement ont suscité et suscitent encore des commentaires les plus divers, voire des controverses. Si le gouvernement avait vraiment scolarisé, en

Il faut rappeler, en passant, qu'un agent de sécurité du sénateur John Joël Joseph, Garry Laguerre a été assassiné par des bandits légaux dans le quartier populaire de Fort-National, le lundi 4 novembre dernier. Les funérailles de la victime ont été chantées huit jours après, soit le lundi 11 novembre.

Il est clair que la montée en flèche de ces actes de violence dans les quartiers populaires de la capitale est la conséquence directe de la distri-

ce laps de temps, tous ces enfants et qu'il y en a autant qui courent encore les rues aux heures de classe, on serait en droit de croire qu'il existe un laboratoire en train de cloner des enfants afin de saboter l'effort du pouvoir en place en matière de scolarisation universelle. Des leaders d'organisations d'enseignants, des dirigeants de partis politiques, des responsables de la société civile mettent en doute le nombre d'enfants scolarisés par le gouvernement dans le cadre de ce programme lancé à grands renforts de propagande. Il en résulte que, les haïtiens n'ont pas le sentiment que les dirigeants disent toute la vérité aux gouvernés. Ce qui met en relief la crise de confiance qui caractérise les rapports entre les gouvernants et les gouvernés. En effet, sur ce sujet particulièrement et sur bien d'autres, le gouvernement haïtien accuse un déficit grave de crédibilité et de confiance.

Tenant compte des chiffres fournis par le Ministère de l'Education nationale, l'Alliance Citoyenne estime qu'un bond significatif a été fait en matière de fréquentation scolaire en Haïti. En 2012, le taux de fréquentation scolaire est passé à 77%, alors qu'il était de 50% en 2005. Cependant, l'Alliance Citoyenne relève que le système éducatif haïtien reste confronté à d'énormes défis et que l'accès à une éducation de qualité demeure encore très limité et un luxe pour la majorité des jeunes haïtiens. Contrairement à la Constitution haïtienne et à la déclaration universelle des droits de l'homme consacrant l'accès à l'éducation comme un droit fondamental et inaliénable, l'école demeure un luxe et un privilège en Haïti.

Selon le dernier recensement scolaire (2011), l'Etat haïtien satisfait à peine 20% de l'offre scolaire. C'est le secteur privé qui gère le reste quasiment à sa guise. D'où, une éducation à multiple vitesse. Une instruction avec des écoles congréganistes, des écoles internationales et certains établissements laïques sont pourvus de tout et répondent aux normes et au standard international. Tandis que 70% en grande partie, de lycées, d'écoles communales, presbytérales et privées sont dépourvus de tout et offrent une instruction vraiment au rabais. En fait, l'Alliance Citoyenne croit que l'Etat haïtien doit tout mettre en œuvre, sans parti pris social, pour garantir l'accès équitable à une éducation de qualité aux enfants les plus défavorisés d'Haïti. L'Alliance Citoyenne estime urgent que des mesures soient prises en vue du renforcement des structures de

bution d'argent et d'armes du pouvoir de Martelly-Lamothe. Le mois dernier, il était bruit que 4 containers remplis d'armes et de munitions avaient disparu du port de Port-au-Prince. Il y avait également des armes destinées à la Police Nationale d' Haïti qui ont été détournées pour être distribuées à des bandits légaux à la solde du pouvoir dans le but d'intimider la population. Mais celle-ci, de son côté, reste déterminée et mobilisée jusqu'à ce que Martelly et son équipe quittent le pouvoir.

gouvernance et de régulation du système éducatif tout en garantissant l'amélioration de la qualité des services éducatifs. Il nous faut donc une école vraiment haïtienne pour former de véritables citoyens haïtiens pour Haïti. Le pays ne peut plus se payer le luxe de développer un système scolaire qui dénature ou détruit l'éducation ! Il y va de l'avenir de la jeunesse haïtienne et du pays tout entier.

L'Alliance Citoyenne relève aussi que le terme de la gratuité scolaire a été galvaudé et vidé de son sens et de son essence. Il est inconcevable de croire en la gratuité scolaire sans la construction massive d'écoles publiques, sans la formation de nouveaux enseignants y compris l'introduction d'outils technologiques dans les écoles. Il faudrait, disent les experts, au moins 130 mille nouveaux enseignants pour assurer la formation des nouveaux élèves. L'Alliance Citoyenne encourage le partenariat secteur privé/secteur public. Mais quand l'Etat collecte des taxes illégales pour payer la scolarité de certains jeunes haïtiens dans des écoles privées, on ne peut parler de la gratuité scolaire. Il s'agit d'une subvention de l'Etat. La gratuité scolaire voudrait que l'Etat prenne en charge totalement l'éducation des enfants de la maternelle à la philo. Et cela interpelle l'Alliance Citoyenne qui revendique le respect des droits de tous les haïtiens vivant en Haïti et à l'étranger.

La Constitution de 1987 fait de l'Etat Haïtien le garant du droit à l'éducation de chaque haïtien. Elle le dit clairement en son article 32-1 : « L'Education est une charge de L'Etat et des Collectivités Territoriales. Ils doivent mettre l'École gratuitement à la portée de tous et veiller au niveau de formation des Enseignants des Secteurs Public et Privé. » Cela revient à dire que, si l'Etat entreprenait de scolariser les jeunes haïtiens, ce serait une initiative louable. Cependant, cela doit se faire dans le respect strict de la loi. Et quand l'Etat ne répond qu'à 20% de la demande scolaire dans l'ensemble du pays, c'est une vraie anomalie et une violation de la Constitution. Cette même Constitution précise que : « La première charge de L'Etat et des Collectivités territoriales est la scolarisation massive, seule capable d'aider au développement du Pays. L'Etat encourage et facilite l'initiative privée en ce domaine (Constitution 1987, article 32-2, Titre III, Section F). » La Constitution ne dit pas que le secteur privé doit se trouver quasiment en position de monopole dans le secteur

stratégique de l'éducation, mais plutôt l'Etat. Toutefois, dans le cadre d'un Etat de droit et démocratique, l'Etat doit toujours encourager les initiatives du secteur privé.

ulle part dans la Constitution, il n'est dit que l'éducation est à la charge des haïtiens vivant à l'étranger. Mais bien celle de l'Etat. Et même si on définissait l'Etat comme l'ensemble des citoyens d'un même pays, cela ne voudrait pas dire que les haïtiens d'outre-mer auxquels on refuse tout droit de participation et d'intégration à la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays, doivent assumer entièrement cette charge. Evidemment, les haïtiens de l'étranger encouragent toute une initiative dans le secteur de l'éducation. Cependant, nous sommes opposés à toute forme de totalitarisme fiscal, d'abus de pouvoir et d'exploitation à outrance des haïtiens de l'étranger. Et l'Alliance Citoyenne estime qu'il est temps qu'on arrête de considérer les haïtiens d'outre-mer comme des pourvoyeurs d'argent, une source intarissable. Pour l'Alliance Citoyenne, les taxes illégales, discriminatoires et sélectives imposées arbitrairement par le régime « Tèt Kale » (crâne rasé en français) sur la communication et sur les transferts d'argent constituent une forfaiture inacceptable.

Selon le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger (MHAVE), les haïtiens de l'étranger forment une population de 4.5 millions d'habitants. L'apport de ces haïtiens à l'économie nationale est considérable, même s'ils sont encore privés de l'exercice de leurs droits civils et politiques en Haïti. En effet, la Banque Mondiale estime que les haïtiens d'outre-mer envoient chaque année plus de deux milliards de dollars en Haïti sous forme de transfert d'argent, de nourriture et autres. Il est vrai que cet argent ne contribue pas directement au développement du pays, mais il sert à diminuer la pression de la devise américaine sur la gourde (monnaie nationale) et sur l'Etat qui ne peut pas donner du travail aux haïtiens. Aussi, contribue-t-il à faciliter une meilleure circulation de devise dans le système économique national.

De tout temps, les haïtiens de l'étranger ont toujours fait les frais de la politique mesquine, sélective des gouvernements haïtiens. Ils sont livrés à eux-mêmes. En raison des taxes exorbitantes imposées par le gouvernement, le billet d'avion en direction d'Haïti revient le plus cher pour les haïtiens que pour tous autres ressortissants d'autres pays de la région Caraïbes. La situation est quasi similaire pour la communication téléphonique. Haïti est de loin le pays où la minute internationale est la plus chère. Par exemple, un appel international en provenance des Etats-Unis vers un téléphone cellulaire en Haïti coûte au moins 32 centimes la minute tandis que le même appel coûte environ 6 centimes en République dominicaine. On dirait que les autorités haïtiennes seraient en train de tout mettre en œuvre pour décourager les haïtiens d'outre-mer à rentrer chez eux pour y investir. C'est surtout au niveau des services de douane que les haïtiens expatriés désireux de faire des affaires en Haïti sont les plus maltraités. Ils sont obligés de payer des taxes alors que le peu de service reçu est tout à fait grabataire et inacceptable.

En effet, quand il s'agit de déd-

ouaner des marchandises, les compatriotes de l'étranger connaissent toutes les péripéties du monde dans le pays « open for business ». Le service n'est pas à point et ils sont souvent contraints de verser des sommes faramineuses à un réseau parallèle de racketteurs mis en place pour les rançonner. Deux exemples pour illustrer cette situation. D'abord, l'année dernière, un jeune haïtien vivant aux Etats-Unis a décidé d'investir dans le secteur du transport en commun en Haïti. Il a fait l'acquisition de deux minibus usagés, mais d'année plus ou moins récente et en bon état de fonctionnement au prix de 14 mille dollars américains. Une fois arrivée en Haïti, il lui a été demandé 20 mille dollars américains pour les dédouaner. N'ayant aucun contact avec le réseau de racketteurs, il a dû renoncer à dédouaner les deux véhicules et du même coup mettre une sourdine à son projet d'investir dans le transport en commun. Personne ne sait ce qui est arrivé à ces deux minibus.

Deuxième cas type illustrant la corruption qui gangrène les services de douane. Une quinquagénaire fait entrer un conteneur régulier en Haïti via le port du Cap-Haïtien. Après plus d'un mois de va-et-vient, elle parvient à dédouaner sa marchandise. Elle a payé 28 mille dollars haïtiens alors que le reçu qu'on lui a remis mentionne 72 mille gourdes. Autrement dit sur cette transaction, l'Etat encaissera probablement 72 mille gourdes alors que la victime a déboursé quasiment le double de ce montant.

Fort de toutes ces considérations, l'Alliance Citoyenne recommande ce qui suit au gouvernement haïtien :

1. Etablir, dans un cadre juridique et légal, la collecte des taxes, de façon à prendre en compte tous les haïtiens sans distinction de revenus (qu'ils vivent en Haïti ou à l'étranger), afin qu'ils contribuent au Fonds National de l'Education.
2. Publier régulièrement et sur une base mensuelle des rapports sur l'état de compte du Fonds National de l'Education (FNE) ;
3. Inclure l'argent collecté dans le budget de la République et assurer qu'il sert aux fins préposées;
4. Rendre la gestion du FNE transparente en incluant en son sein des représentants d'organisations d'enseignants, de parents et d'haïtiens d'outre-mer ;
5. Enfin, placer le FNE sous la tutelle du Ministère de l'éducation nationale au lieu du Palais national. L'Alliance Citoyenne souhaite aussi que les parlementaires tiennent compte de ces remarques dans le cadre du vote de la loi sur le Fonds National de l'Education (FNE).

En attendant satisfaction, l'Alliance Citoyenne, en tant qu'organisation enracinée dans les communautés haïtiennes de l'étranger et d'Haïti se réserve le droit, de concert avec d'autres organisations communautaires soucieuses de la défense des droits et des intérêts des haïtiens, d'ententer une action en justice contre l'Etat haïtien, les compagnies téléphoniques et les maisons de transferts pour abus de pouvoir, vol, complicité de vol et prélèvement illicite etc.

« Nou tout se ayisyen, nou tout ladan-l »

VENUS

RESTAURANT

Specializing in Caribbean & American Cuisine



We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226

“Venus, l'entroit idéal”

718-287-4949

AMBIANCE EXPRESS



- Restaurant
- Fritaille
- Patés

2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY

General Manager: Marie S

718.434.4287

kréole FLAVOR



Caribbean Cuisine

Catering & Take-Out

1738 Flatbush Avenue Brooklyn, N.Y. 11210

718-258-0509

FRITAYE 5 STAR



- Breakfast • Lunch
- Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice FOR SALE: Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.) Brooklyn, NY 11226

718-975-0915-6

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica) 10h am – 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn

Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou

Griots – Poissons – Poissons Gros Sel – Dinde – Poulet – Cabri – Boeuf – Légumes

Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir

Appelez le **718-618-0920**

Livraison à domicile

Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

« Bachelet S.A. » gagne le premier tour pour administrer le modèle néolibéral chilien

Par Andrés Figueroa Cornejo

Seule la moitié des inscrits a voté ; il y aura un second tour le 15 décembre alors qu'un groupe d'étudiants d'Aces occupe le siège de campagne de Bachelet.

Les élections présidentielles et législatives du 17 novembre au Chili, prévisibles et sans mystère, ont été seulement interrompues par les jeunes regroupés en Assemblée Coordinatrice des Étudiants Secondaires (Aces) qui ont occupé le siège de campagne de Michelle Bachelet à Santiago affirmant que :

« Le mouvement étudiant dans son ensemble a la certitude qu'au-delà des résultats des élections qui se déroulent aujourd'hui, l'année prochaine et celles qui viennent, seront des années de lutte et d'organisation (...)

Aujourd'hui l'ancienne Concertation se déguise en Nouvelle Majorité, et a pris nos revendications en les intégrant à un programme auquel nous savons qu'ils ne les appliqueront pas, les déformant et les transformant en propositions pour la classe patronale et en les éloignant de leur origine : le mouvement social

(...) Nous travaillerons inlassablement pour l'articulation transversale des luttes d'aujourd'hui et de demain. Qu'importe celui qui sera élu, nous continuerons d'être en accord et fermes avec le mouvement social ».



La candidature de Bachelet a été ouvertement soutenue par les intérêts entrepreneuriaux et géopolitiques de l'impérialisme étasunien

La candidate de la concession administrative de l'Exécutif, l'ex-Concertation, dénommée maintenant la Nouvelle Majorité, Michelle Bachelet, a obtenu 45,5 % des voix. En deuxième position, la candidate de la droite traditionnelle Evelyn Matthei avec 24,9 % [Chiffres provisoires avant le scrutin final]. C'est-à-dire le triomphe de Bachelet aura besoin d'être confirmé lors d'un second tour dans un mois.

Ce qui se projette, c'est que les votes en faveur des candidats Marco Ominami (11 %) et Alfredo Sfeir (2,5 %) – en plus de ceux pouvant provenir des fractions électorales de Mauricio Israel (0,6 %), et Tomás Jocelyn-Holt

(0,2 %) – se déplaceront en faveur de Bachelet au deuxième tour.

De son côté, une grande partie des votes favorables à Franco Parisi, 11,1 % (droite traditionnelle, aussi), iraient vers Evelyn Matthei, malgré que l'homme de droite Parisi ait déclaré qu'il ne votera pas pour elle en décembre. Pour dire que les divergences entre les courants partisans de la vieille droite ultralibérale expliquent aussi le vote en faveur de Bachelet.

Pour sa part, Marcel Claude (Parti Humaniste + indépendants) a obtenu 3 %, et la candidate anti-capitaliste du Parti Égalité, Roxana Miranda, 1,3 %. La candidature de

Suite à la page (17)

Chili : deux militantes de la Jeunesse communiste élues députés



De gauche à droite Karol Cariola, secrétaire de la JC chilienne, étudiante en médecine, 26 ans, l'ex-président cubain Fidel Castro et Camila Vallejo 25 ans, étudiante en géographie, ancienne vice-présidente de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili

Deux jeunes communistes, figures du mouvement étudiant, élues au Chili avec huit députés du PC : une première depuis 1973

Ce week-end avaient lieu les élections législatives et présidentielles au Chili. Elles devraient voir l'élection sans surprise de la socialiste Michelle Bachelet, entre espoirs et doutes. Elles ont aussi permis l'élection de huit députés communistes, une première depuis 1973. Après trois ans de la domination de la droite ultra-libérale et pro-américaine de Pinera, trois ans de manifestations massives pour le droit à l'éducation et la nationalisation des ressources naturelles, la défaite de cette réaction nostalgique du « pinochisme » sonne comme un soulagement.

La victoire de la coalition « Nouvelle majorité » (Nueva mayoría) suscite un espoir d'une vraie rupture avec l'héritage de la dictature, mais incite à la prudence face à une coalition hétérogène. En effet, cette coalition constitue un élargissement du « pacte de la Concertación », une alliance de centre-gauche entre Parti démocrate-chrétien et Parti socialiste, qui a gouverné entre 1990 et 2009 sans transformer le pays, encore basé sur l'héritage libéral et autoritaire de Pinochet.

Pour les communistes, le soutien à la candidature de Bachelet part du pari de la transformation sociale un pied dans les institutions, un pied dans les luttes. La référence à l'« Unité populaire » de Salvador Allende, assassinée en 1973, reste en ce sens prégnante bien qu'ambivalente.

Concrètement, le Parti communiste chilien (PCCh) peut compter sur son travail dans la rue depuis trois ans, à l'avant-garde du mouvement étudiant, au cœur du mouvement ouvrier – notamment des mineurs – reprenant la tête de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), désormais dirigée par la communiste Barbara Figueroa.

Il pourra désormais aussi compter sur une représentation élargie au Parlement, avec huit députés communistes, cinq de plus qu'en 2009, la plus forte représentation parlementaire depuis 1973 où le PCCh comptait 25 députés.

Parmi ces députés, deux militantes de la Jeunesse communiste, deux figures du mouvement étudiant de 2011 : Karol Cariola, secrétaire de la JC chilienne, étudiante en médecine, 26 ans. Et Camila Vallejo bien sûr, 25 ans, étudiante en géographie, ancienne vice-présidente de la Fédération

Suite à la page (17)

Le pétrole brésilien et la déstabilisation de la Bolivie

Par Raúl Zibechi*

Le 12 novembre l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a publié à Londres le rapport « Perspectives pour l'énergie mondiale », dans lequel elle prévoit que la demande d'énergie va croître d'un tiers d'ici 2035, à cause du développement de la consommation de la Chine, de l'Inde et du Moyen-Orient. Parmi de nombreux sujets, le rapport aborde les différences régionales dans les prix de l'énergie et comment ce facteur peut limiter la croissance des économies.

Le pays vedette du rapport est le Brésil, auquel il consacre un chapitre en assurant qu'« il est à l'avant-garde dans l'exploration en eaux profondes » et dans les énergies qui ne proviennent pas de l'hydrocarbure, par ses importantes ressources hydroélectriques. Il avance que pour 2035 le Brésil « deviendra un exportateur important de pétrole et un important producteur mondial d'énergie », étant responsable « d'un tiers de la croissance de l'offre mondiale de pétrole ».

L'agence internationale estime que « les ressources du Brésil sont abondantes et diversifiées », y coexistent les énergies renouvelables et les plus grandes découvertes mondiales de pétrole de la dernière décennie. Selon les estimations de l'IEA, qui coïncident avec les projets annoncés par Petrobras, la production de pétrole du Brésil progressera de 2.2 millions de barils par jour aujourd'hui jusqu'à 4.1 millions en 2020 et à 6.5 millions en 2035, ce qui



En 2035 le Brésil avec Petrobras deviendra un exportateur important de pétrole et un important producteur mondial d'énergie

le placera comme le sixième producteur mondial.

Le potentiel de l'énergie brésilienne ne s'en tient pas là. L'IEA assure que pour 2035 le Brésil sera responsable de 40 % du commerce mondial des biocarburants, puisqu'il dispose des terres suffisantes pour augmenter ses cultures de canne à sucre pour fabriquer ensuite de l'éthanol, qui couvrira un tiers de la demande interne de combustibles pour le transport. « Le Brésil est déjà le leader mondial dans les énergies renouvelables et est en voie de doubler sa production de combustibles

renouvelables pour 2035 », explique le rapport, jusqu'à l'équivalent d'un million de barils par jour de pétrole.

Faire de ces projections une réalité impose des investissements gigantesques pour l'extraction du pétrole en eau profonde, de près de 60 milliards de dollars par an. Cette année, Petrobras a installé neuf plateformes maritimes et a investi près de 50 milliards de dollars. L'agence de l'énergie estime qu'en 2035 Petrobras sera le leader mondial, avec 60% de l'extraction mondiale de pétrole en eaux profondes.

Suite à la page (17)

G.K. Multi-Services

- African & Haitian Movies
- CDs • Cellphones & Accessories
- Soap • Shampoo • Incense
- Perfume

MoneyGram
International Money Transfer

DHL
WORLDWIDE EXPRESS

GIROSOL

nopin
LONG DISTANCE

UNITransfer

C.A.M.

(Guy & Vicky)

196-19 Jamaica Ave.
Hollis, NY 11423

718.217.6368

RUSH SERVICE SAME DAY MOST

TRANSLATIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE
DRIVERS
BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED
FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY

OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM

347-406-7823 / 718- 284-3156

FAX 347- 529-2593

des étudiants de l'Université du Chili (FECh) et, pour beaucoup, icône du mouvement étudiant de lutte pour une éducation publique.

Les deux jeunes femmes ont su porter une voix combative et de rassemblement – reprenant le mot d'ordre national « Vote en confiance, vote communiste ! » - devant dans leurs circonscriptions les candidats de droite mais aussi leurs partenaires de la coalition de centre-gauche.

Karol Cariola est arrivée en tête dans le district d'Independencia (banlieue de Santiago) avec 38,4 % des voix tandis qu'à La Florida, toujours dans la banlieue de Santiago, Camila Vallejo est arrivée également première avec 43,8 % des voix. Ce succès peut être salué, il suscite un grand espoir de changement, celui porté par le mouvement de 2011 qui a fait descendre des centaines de milliers d'étudiants, lycéens, travailleurs dans la rue.

Celui d'une véritable réforme de l'éducation qui conduise à l'affirmation d'une éducation 100 % publique, gratuite et la fin du système privatisé chilien, sur le modèle américain.

Il n'exonère pas d'un regard critique, celui que portent nombre

d'étudiants, de jeunes travailleurs qui ont participé aux manifestations depuis 2011, mais aussi de la part des militants chevronnés qui étaient là en 2006 contre la politique libérale de ... Bachelet, déjà. On se souvient de la « révolution pingouine » de 2006, du nom de l'uniforme des lycéens chiliens. A l'époque, les lycéens et étudiants luttèrent contre le statu quo dans la privatisation de l'éducation et la hausse des frais de scolarité cautionnée par le gouvernement de centre-gauche de Bachelet.

Bachelet n'avait lâché que des miettes, les frais de scolarité ont continué à augmenter, les taux d'intérêts à grimper, l'éducation privée à se développer. En 2008, son ministre est même tombé sur la question des subventions aux établissements privés.

En trois ans de présidence Bachelet, vingt ans de gouvernement de la « Concertacion » (démocrate-chrétien et socialiste), l'éducation de Pinochet continue d'être en vigueur au Chili : municipalisation des écoles, autonomie des universités, éducation de classe et privatisation omniprésente.

Camila Vallejo ne s'est pas privée de critiquer Michelle Bachelet, son passé et son programme actuel, qui repose sur un flou artistique. Une

« réforme de l'éducation » qui reviendrait sur certains aspects de l'éducation privatisée ... sans opter pour une éducation 100 % publique.

Vallejo avait affirmé en 2012 qu'elle « ne ferait pas campagne pour Bachelet, ni n'appellerait les jeunes à voter pour elle », s'affrontant y compris avec la vieille garde du Parti communiste. Depuis, face à l'escalade des promesses de la candidate et la dynamique des alliances à gauche, elle a dû changer de discours. Seul le temps nous dira si les espoirs de changement placés en Michelle Bachelet seront porteurs d'un réelle transformation sociale.

Entre-temps, comme toujours, c'est avant tout dans la rue plus que dans les palais ministériels que l'avenir du Chili se décidera. Pour les étudiants, lycéens, jeunes travailleurs, c'est ici que se jouera l'alternative : avec un appui institutionnel des députés communistes dont Camilla et Karol, mais surtout fort de la majorité de 80 % de la population favorable à une éducation 100 % publique !

Solidarité internationale 19 novembre 2013

De cette façon, le Brésil est le seul membre des BRICS qui combine une industrie puissante, avec un énorme secteur agroalimentaire et une production d'énergie élevée, qui le rendent moins vulnérable que, par exemple, la Chine.

Que pensent faire le Pentagone, le Commando Sur et le secteur financier des États-Unis devant cette situation qui défie, en fait, l'hégémonie de la superpuissance dans la région ? Nous ne le savons pas avec exactitude, mais tout porte à croire à une déstabilisation croissante du Venezuela et d'autres pays qui sont clés pour entourer le Brésil de conflits, comme on essaie de le faire pour freiner la Chine et la Russie.

Un récent éditorial du The Wall Street Journal a dévoilé quelques objectifs non avoués mais plausibles. Dans sa colonne hebdomadaire l'éditorialiste Mary Anastasia O'Grady se demande : « Est-ce que la Bolivie est le nouvel Afghanistan ? (« Bolivia's Descent Into Rogue State Status » The Wall Street Journal, le 27 octobre 2013). L'éditorial est hallucinant et semblerait hilarant, s'il n'avait pas été publié dans l'un des quotidiens les plus influents du monde, qui reflète la vision des élites du secteur financier et du secteur le plus belliciste des forces armées. « Le pays andin s'est converti en un centre du crime organisé et en un port sûr pour des terroristes », stipule le sous-titre. L'article rappelle qu'après l'occupation soviétique l'Afghanistan s'est transformé en « une couveuse du crime organisé », étant un lieu propice pour des personnes comme

Oussama Ben Laden. « Quelque chose de pareil peut arriver en Bolivie. Le gouvernement est un défenseur des producteurs de cocaïne. La présence iranienne progresse ». Et ajoute qu'Evo Morales et Álvaro García Linera « ont commencé à construire un narco-état quand ils sont arrivés au pouvoir en 2006 ».

L'éditorial place des informations supposées à côté d'affirmations dignes d'une agence d'espionnage : « L'Iran peut avoir financé totalement ou partiellement la construction d'une nouvelle base d'entraînement militaire de l'Alba dans la région de Santa Cruz ». Il n'y a rien qui avalise ce « peut », pas plus que le fait que l'ambassade iranienne à La Paz aurait beaucoup de fonctionnaires.

La colonne de la semaine suivante fut contre le Brésil et son « pur théâtre » après avoir dénoncé l'espionnage US. « L'appui à Cuba – soutient O'Grady – place le Brésil du mauvais côté de la géopolitique » (« Why the NSA Watches Brazil » The Wall Street Journal, le 3 novembre). On peut toujours penser qu'il s'agit d'affirmations d'une personne peu sérieuse et, peut-être, comme le suggère la revue NACLA, presque délirantes. Mais O'Grady n'est pas n'importe qui, qui écrit dans un petit quotidien de province. Elle a travaillé pendant dix ans chez Merrill Lynch et fait partie de la direction de la Rédaction du quotidien à grand tirage aux États-Unis d'Amérique.

Serait-ce un délire de penser que certains secteurs du pouvoir sont en train d'arranger des opérations beau-

coup plus ambitieuses que celles qui ont fait chuter Manuel Zelaya et Fernando Lugo, les ex-présidents du Honduras et du Paraguay ?

Impossible de le savoir précisément ; mais il vaut mieux rappeler que l'un des points clefs de la stratégie des États-Unis pour se maintenir en tant que superpuissance consiste à empêcher la naissance de puissances régionales qui peuvent disputer sa place dominante.

Des analystes brésiliens admettent que la stratégie du Pentagone consiste à exercer une pression sur les frontières du Brésil en transformant ses voisins en « États faillis », la catégorie dans laquelle ils peuvent mettre à l'avenir des pays comme la Bolivie, et peut-être l'Argentine, le Paraguay et jusqu'à l'Uruguay avec l'excuse de la circulation de la drogue (selon la Note de Defesanet, du premier novembre). Nous vivons une période de changements qui incluent des convulsions de toutes sortes. Il est nécessaire de nous préparer à les affronter.

Nldr. Raúl Zibechi : journaliste uruguayen, professeur et chercheur à la Multiversidad Franciscana d'Amérique Latine, et conseiller de plusieurs organismes.

La Jornada. Mexico, le 15 novembre 2013
Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, 1 e 17 novembre 2013

Roxana – qui a été menée pratiquement sans moyen, seulement avec du cœur et de l'imagination – n'a pas été entendue quand elle a appelé à des primaires avec le candidat du Parti Humaniste pour participer aux présidentielles avec une candidature unique. Ce qui a été refusé. Les défis pour le peuple qui ont accompagné Roxana sont l'intensification de la lutte sociale, le développement social de ses forces, l'éducation politique et une organisation concrètement supérieure.

La crise de représentativité du système des partis politiques s'est à nouveau exprimée dans le fait que sur treize millions et demi d'électeurs, seuls 6.576.948 se sont rendus aux urnes. C'est-à-dire à peine 50 % environ.

La candidature de Bachelet a été ouvertement soutenue par les intérêts entrepreneuriaux et géopolitiques de l'impérialisme étasunien, l'immense majorité du patronat et les relais journalistiques, sans aucune contrepartie, due à sa supposée capacité à doter d'une meilleure gouvernance et de continuité le capitalisme ultra qui dirige le Chili depuis presque 40 ans.

Sur les intérêts et la force populaire

Bien sûr que ce n'est pas encore fini. C'est clair que la dictature civile-militaire fut synonyme d'une offensive historique contre les travailleurs et les peuples du Chili. Bien entendu que le Pentagone et ses subordonnés devaient arrêter à tout prix une possible révolution dans le dernier territoire de la carte du mandarin du nord. C'est clair que l'établissement de tyrannies militaires se répandait comme le pétrole en Amérique Latine en réaction à la terreur impérialiste au renouvellement d'éventuelles expériences inspirées de la Cuba du jeune Fidel et de Guevara. Bien entendu qu'au Chili, avec un gouvernement - résultat d'antiques combats et de contexte conjoncturel - qui prenait des mesures pour aller vers la création de conditions matérielles et culturelles en vue du socialisme, la minorité au pouvoir a laissé tomber – épouvantée et fomentant un coup d'État bien financé, les investissements les plus lucratifs - la vengeance de classe promise et la peur exemplaire pour soumettre un peuple auto-conscient et désarmé.

Naturellement, avec la mémoire fraîche et déclenchée par la crise de la dette du début des années 80, s'est ranimé et re-politisé le même peuple souillé. Et devant le danger, cette fois-ci des reflets victorieux d'un Nicaragua insurgé, on a joué le pacte inter bourgeois entre les vieux putschistes politiques et [encore] l'ambassade US pour inaugurer une démocratie de faible intensité, vaccinée contre les travailleurs appauvris par force et par loi. Le crime était déjà consommé et dans les meilleures conditions possibles pour les propriétaires de tout.

Avec l'Union soviétique en phase terminale et expérimentant au

Chili depuis presque 20 ans la nouvelle phase du capitalisme, aujourd'hui hégémonique, entre 1988 et 1990, a transité par le pays andin ce qui est désormais la version dominante de l'ordre mondial. C'est le capitalisme imaginé seulement par le libéralisme le plus délirant. Un Chili et le système monde où toutes les relations sociales sont devenues des marchandises ; la concentration capitaliste avec un aval étatique ; les formes les plus originales de super exploitation du travail salarié ; la porte ouverte pour vider les ressources naturelles à un prix bradé et aux dépens de l'humanité ; et l'impérialisme financier fonctionnant comme une holding monopoliste pour que depuis son poste de contrôles se dictent les conditions de production, de distribution, d'échange et de consommation.

Et, ainsi, la prolifération de lois antiterroristes consacrées à tous ceux qui lèvent la tête. La répression préventive et par soupçon, la culture de l'aliénation de plus en plus sophistiquée, du conformisme et de la fatalité. Et comme brillante coquille, aux garde-fous autorisés, une démocratie antipopulaire et plus limitée même que la république représentative mise à la retraite. Le royaume de la dette et de la spéculation. Le vote comme parodie de participation, de même l'éducation comme un levier illusoire de mobilité sociale.

L'administration planétaire de l'inégalité, l'industrie des armes, du trafic de stupéfiants et de la prostitution ; la concurrence à mort entre des fractions du capital ; l'aggravation absolue et relative de la vie de l'immense majorité des terriens. L'extinction de l'État de bien-être, la naturalisation de la misère, la dépendance actualisée des économies périphériques.

La contradiction structurelle de l'appropriation privée de la valeur et de l'excédent collectivement produit. La rébellion des territoires sociaux encore insuffisants pour modifier radicalement la vie. Nos manques comme résistance organisée ou mal organisée ou pas organisées du tout. L'ennemi principal nous sabotant la volonté, l'expérience accumulatrice, la persistance nécessaire. La conviction de ce que les contradictions internes du capitalisme seules ne le démolissent pas. La jeunesse rebelle cherchant à tâtons, avec un visage de femme, d'indigène, de migrant, de défenseur de l'environnement courageux, de croyant enragé, de travailleurs et d'étudiants pauvres. L'ordre des choses et les choses bien ordonnées des chiffres de là-haut.

Mais même la loge la mieux cimentée, cède quand s'agit la galerie sans fauteuils des plébéiens.

Rebelión, le 18 novembre 2013
Traduit de l'espagnol par :
Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, le
19 novembre 2013

L'écrivain et ethnologue Jean Price-Mars, décédé en 1969, dans son mémorable ouvrage : *La vocation de l'élite* paru sous l'occupation américaine en 1919, s'interrogeait déjà du mépris de l'élite dirigeante haïtienne vis-à-vis de la masse et s'inquiétait de l'avenir et de la survie de cette nation. « Comment peut-on expliquer la distance qui sépare notre élite actuelle de la foule, de telle façon qu'il ressort aux yeux les moins avertis que notre nation semble partager en des factions distincts, comme des compartiments étanches ? Comment expliquer que nous en soyons arrivés à une telle division sociale que notre élite semble être un organisme étranger, superposé au reste de la nation et vivant par rapport au peuple dans un état équivoque de parasitisme... ». Près d'un demi siècle après sa disparition, il est étonnant de voir combien il a été un visionnaire...

c.c

HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ



Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.

Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:

Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, Henriot Dorceant, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.

En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti.

Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

RADIO PA NOU



**1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226**



67 Khz

www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph

Bureau:
(718) 940- 3861

Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

KAPTE BOUKAN



**101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou**

Emision KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere

(917) 251-6057

www.RadyoPaNou.com

Mèkredi 9-10 pm

MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

**Real Estate
Immigration-Divorce**



**4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203**

Nou pale kreyòl!

**(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL**

prochaines élections régionales de Catalogne. Ce dimanche, l'initiative sera présentée publiquement à Barcelone, devant un public qui s'annonce nombreux. Entretien réalisé par Siscu Baiges

Siscu Baiges : Pourquoi « sans peur » ?

Esther Vivas (E.V.) : Parce que nous pensons que les gens commencent partiellement à perdre leur peur. Pendant longtemps, on a voulu nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative, qu'on ne peut rien faire pour changer les choses mais, en cette période de crise tellement profonde, les gens commencent à voir le vrai visage du système capitaliste. Aujourd'hui, tout le monde peut constater que le capitalisme est incompatible avec la vie, la couverture des besoins de base. La population se rend compte que ce n'est pas seulement une crise de plus mais bien une escroquerie, qu'ils sont en train de nous imposer.

Ces derniers temps, nous avons vu comment la population a commencé de désobéir massivement. Le 15-M a été un acte de désobéissance civile massive. Les gens occupent les logements vides des banques et les rendent aux personnes qui en ont été expulsées. Les gens occupent les entrées des hôpitaux, des écoles, des supermarchés,... et ces actions sont appuyées par de larges secteurs de la société, qui sont davantage d'accord avec ceux qui occupent, s'indignent, se révoltent et désobéissent qu'avec ceux qui imposent des coupes budgétaires. C'est pour ça que notre livre s'intitule "sans peur", parce que les gens commencent à perdre leur peur et à défier le pouvoir. Face à la légalité du système, nous opposons la légitimité de la rue, des luttes, des droits et des besoins des gens.

Siscu Baiges : On parle de crise du capitalisme, mais le capitalisme s'est toujours sorti des crises antérieures. Est-ce qu'il se sortira aussi de celle-ci ?

Teresa Forcades (TF) : Le capitalisme crée ces crises continuellement. Ce n'est pas une surprise. Comme on peut l'analyser à travers l'histoire, le capitalisme se base sur l'exploitation humaine et l'exploitation des ressources générées par ces crises. Mais, aujourd'hui, la différence est que certaines ressources de la planète sont sur le point de disparaître et, par conséquent, du point de vue environnemental, il y a une limite, à moins qu'on ne découvre une nouvelle source d'énergie ou une nouvelle planète, ce qui s'est déjà passé dans l'histoire. Sur cette question environnementale, on a atteint le sommet. Sur la question sociale, malheureusement, le capitalisme peut inventer de nouvelles méthodes pour continuer à traiter les personnes comme des marchandises contre lesquelles nous ne serions donc pas capables de résister face à la dernière crise du capitalisme.

Siscu Baiges : La démocratie actuelle permet-elle l'accomplissement des propositions alternatives comme les vôtres ?

TF : Dans le cadre du capitalisme, non. Notre proposition aboutira si on arrive à impulser et à activer vers une rupture la subjectivité politique de la majorité sociale mécontente. Ce qui doit être très clair, c'est que le projet que nous proposons de démocratie réelle n'est pas viable dans le cadre du capitalisme parce qu'une prémisses du capitalisme est que le pouvoir politique doit être soumis au pouvoir économique. Si nous permettons ça, la démocratie réelle est impossible.

Siscu Baiges : Le livre parle de « gagnants » et de « perdants ». Pour le moment, les gagnants, ce sont ceux qui correspondent à ce qu'on appelle le 1% de la société ?

EV : Avec les politiques actuelles, nous sommes une grande majorité à sortir perdants et seule une minorité, une élite politique et économique, s'en sort avec des bénéfices et utilise la crise comme une opportunité pour s'attaquer aux droits sociaux, du travail, économiques, démocratiques. Nous pourrions même dire que les politiques actuelles ont largement été planifiées et

qu'on utilise la crise comme excuse.

Mais les gens se rendent compte de tout ça : que l'État espagnol est un des pays où les différences entre riches et pauvres sont parmi les plus grandes d'Europe. Nous voyons comment la faim, que nous avons toujours associée aux pays du Sud, commence à frapper à nos portes. En Catalogne, le rapport du Sindic (défenseur du peuple) comptabilise 50.000 enfants souffrant de malnutrition, parce que beaucoup de familles n'ont pas les revenus minimum nécessaires pour acheter la nourriture dont leurs enfants ont besoin pour une alimentation saine et équilibrée. Nous commençons à voir des situations que nous associons avant aux pays du Sud et qui maintenant se passent ici. Tout cela est perçu comme les conséquences des politiques sensées nous sortir de la crise. Et, pendant ce temps, une minorité économique est en train de gagner beaucoup d'argent sur notre dos grâce à cette situation.

TF : Il paraît que le marxisme est anachronique. On nous dit que, aujourd'hui, il n'y a plus une classe qui possède les moyens de production et une autre classe, laborieuse, mais qu'il y a seulement maintenant une classe haute et une classe basse. La confrontation économique occulte la réalité. Mais il est très différent de détenir les moyens de production que de dépendre de la vente de sa force de travail pour obtenir l'argent et le nécessaire pour vivre. Si on permet qu'il y ait une des personnes qui détiennent la propriété et d'autres qui doivent vendre leur force de travail, une division se crée, ce qui engendre ensuite l'accumulation du capital telle qu'elle a commencé au XVIIe siècle et qui atteint aujourd'hui des niveaux qu'il est difficile de dépasser. C'est ce qu'on peut appeler le 1% en face des 99%.

Cette lutte des classes existe, on doit en être conscient. Et on ne doit pas avoir peur d'utiliser cette expression à cause du spectre de la réalisation historique du marxisme en Union Soviétique où il y a eu une dictature. Mon positionnement personnel est favorable à l'initiative privée, à condition qu'elle se situe dans le cadre de processus coopératifs qui n'ont rien à voir ni avec le capitalisme, ni avec ce qu'un comité central peut dicter, ni avec la dépendance envers un Etat paternaliste.

Siscu Baiges : Les mouvements sociaux ont-ils perdu leur force ? On pourrait le penser.

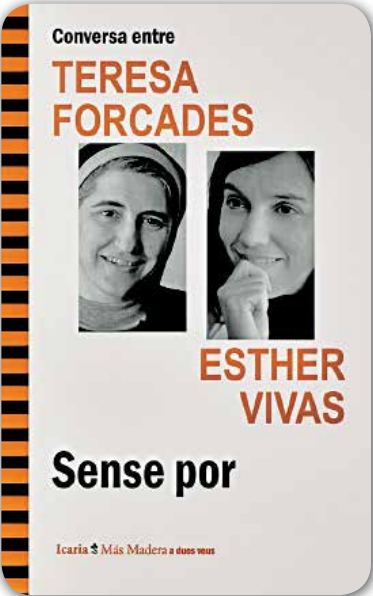
TF : Je ne sais pas. Dans mon milieu théologique, j'entends souvent clamer la mort de la théologie de la libération. Par contre, il y a d'autres analystes, qui me plaisent mieux, qui disent que la théologie de la libération est morte de son succès parce qu'elle a généré en Amérique Latine, là où elle était la plus forte, un processus de changement politique réel qui ne touche pas seulement les communautés ecclésiastiques mais bien toute la société, et qui est né de l'impulsion que lui ont donnée les communautés de base.

Dans notre contexte, il se passe quelque chose de similaire. On peut se demander où sont passées les assemblées du 15-M. Mais, maintenant, nous sommes dans une période de mobilisation sociale très haute. Le pays est en résistance. Ce qui se passe, c'est que les médias essaient de présenter ça d'une autre façon. S'ils nous informaient tous les jours des initiatives qui existent au niveau local, nous aurions une vision très différente.

Nous sommes dans une période en ébullition et c'est une période forte pour les mouvements sociaux et les initiatives qui revendiquent la justice sociale. Nous avons une opportunité à saisir pour que tout cela nous mène à une alternative politique viable.

Siscu Baiges : Ceux d'en-haut ne semblent pas entendre. Le gouvernement hollandais, par exemple, dit que le bien-être n'est pas soutenable.

EV : Le pouvoir ne veut pas reconnaître le mal-être social qui augmente. La réalité est pourtant incontestable. Le gouvernement du PP dit qu'il y a une majorité silencieuse à qui cette situation convient, qui ne va pas manifester et qui appuie le gouvernement. En réalité, il a souvent été démontré



« Sense por » (Sans peur), un livre de la soeur Teresa Forcades et de l'activiste Esther Vivas

que cette majorité silencieuse est davantage d'accord avec ceux qui luttent qu'avec ceux qui appliquent l'austérité. Nous l'avons vu avec l'action d'encerclement du Congrès : des milliers de personnes sont sorties en rue et Rajoy a remercié la majorité silencieuse qui est restée chez elle. Plusieurs jours plus tard, le journal 'El País', qui n'est pas spécialement antisystème, a publié une enquête selon laquelle la majorité de la population, 70%, étaient d'accord avec cette action.

De plus en plus, de larges secteurs de la société sympathisent avec celles et ceux qui se mobilisent et luttent. Plusieurs enquêtes l'ont confirmé. Les personnes en situation de précarité sociale et économique préfèrent aller chercher de l'aide, dans 80% ou 90% des cas, auprès d'organisations comme la Plateforme des personnes victimes des hypothèques (PAH) ou Caritas plutôt que de s'adresser à l'Etat. La réalité commence à changer. Les gens n'en peuvent plus. Et, même si on veut le nier, c'est incontestable quand on voit ce qu'il se passe dans la rue et au jour le jour.

Siscu Baiges : Comment pouvez-vous obtenir les changements que vous souhaitez si vous ne vous reposez pas sur les partis qui sont actuellement dans l'opposition, en particulier les sociaux-démocrates ?

EV : Dans le livre, nous expliquons qu'une révolution est nécessaire, une rupture avec le système actuel. On doit changer les choses et envisager des alternatives politiques. Au-delà des perspectives de changement, de rupture, il faut commencer à construire des alternatives qui permettent de démontrer que d'autres pratiques économiques et sociales sont possibles et viables. Dans ce sens, les initiatives à petite échelle sont importantes, dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, comme les coopératives de consommation, les moyens de communication alternative, les coopératives de crédit, la banque éthique...

Il ne faut pas attendre de faire la révolution pour commencer à changer, ici et maintenant. Heureusement, c'est déjà en train de se passer. Il y a beaucoup d'initiatives au niveau local, et concrètement en Catalogne, qui démontrent qu'un autre monde est possible. Ainsi, quand, à partir d'en-haut, on nous dit qu'il n'y a pas d'alternatives, qu'on ne peut rien faire pour changer les choses, nous pouvons leur répondre que, oui, on peut le faire et qu'on le fait déjà.

Siscu Baiges : Y a-t-il un modèle de référence pour le Processus Constituant ?

TF : Il n'y a pas de modèle pour copier-coller des formules toutes faites. Mais il y a eu des processus de rupture, par exemple dans des pays d'Amérique latine comme le Venezuela, la Bolivie ou l'Equateur, qui ont inversé les tendances séculaires de domination. Nous pouvons nous inspirer de leurs réussites, tirer les leçons de leurs erreurs et des difficultés qu'ils ont rencontrées.

Une de ces difficultés découle justement des tentatives de rédaction d'une nouvelle Constitution sans débat social suffisant, sans approfondir ce

que signifie un changement de ce type.

Un autre modèle, pas pour le copier mais pour s'en inspirer, c'est aussi bien sûr l'Islande, qui a démontré qu'il est possible de dire NON à la Troïka. Dans ce pays, comme dans l'Etat espagnol, on a dit qu'il fallait imposer des mesures d'austérité. Comme dans l'Etat espagnol, le gouvernement islandais a accepté de jouer le jeu mais, à la différence d'ici, le peuple islandais a dit « pas question ». Pourtant, en Islande, ils ne connaissent pas une situation de précarité sociale et économique aussi importante que la nôtre.

Siscu Baiges : On nous dit que les coupes budgétaires sont obligatoires parce que nous nous sommes trop endettés.

EV : Le système nous répète que ce qui arrive est dû au fait que nous nous sommes endettés, que « la dette se paie ou pas ». Mais cette affirmation est dans une certaine mesure mise en doute par les mouvements sociaux et les initiatives comme l'Audit Citoyen de la Dette qui se demandent pourquoi la dette publique a augmenté et à qui a bénéficié l'argent qu'a généré l'endettement.

Ce que nous constatons, c'est que la dette privée des banques privées se transforme en dette publique. La dette publique augmente mais le grand problème de l'Espagne est la dette privée que l'Etat a prise en charge. On parle d'une dette qui a bénéficié aux banques privées qui, elles, ont bien vécu au-dessus de leurs moyens au moment du boom immobilier. Et maintenant, on fait payer les conséquences de ce festin à la majorité de la population.

Pourquoi devrions-nous payer une dette de laquelle nous n'avons tiré aucun bénéfice ? La campagne citoyenne pour l'Audit de la Dette demande qu'on analyse l'affectation des bénéfices de la dette. S'ils ne sont pas revenus à la population, nous n'avons pas à la payer. C'est légitime et ça s'est déjà fait dans des pays du Sud. En Equateur, par exemple, sous la présidence de Rafael Correa, on a auditionné la dette et la partie qui était considérée comme illégitime n'a pas été payée. Ce qui a enrichi les élites n'a pas été payé. Ne pas payer la dette est possible. L'affirmation « la dette se paie ou se paie pas » est donc fausse.

Siscu Baiges : Vos propositions alternatives peuvent-elles fonctionner dans un seul pays ou doivent-elles se réaliser à un niveau supérieur ?

TF : Ça doit se passer au niveau mondial, global, planétaire. La radicalité du changement ne peut pas se contenir dans un seul pays. Mais il y a des pays d'Amérique Latine ou de Méditerranée qui ont le potentiel pour générer des mouvements de changement. Il est concevable de réaliser des changements en solitaire, comme c'est le cas en Islande, où des améliorations substantielles ont été engrangées pour la population en évitant la dépendance à une dette illégitime que nous n'avons pas à payer. Mais un

changement de modèle nécessite, lui, des alliances au niveau international..

Siscu Baiges : Comment combattre le pouvoir de l'argent ?

TF : Comment se peut-il que les intérêts de quelques-uns dominent les intérêts de tous les autres ? Si c'était l'inverse, si la majorité opprimait la minorité, ça semblerait logique, même si ce serait lamentable du point de vue de la justice. Cyniquement, on dirait que cette minorité peut dominer parce qu'elle a en mains l'armée, le pouvoir et la répression.

Au cours de l'histoire, on a démontré que, si le pouvoir répressif a toujours été nécessaire pour maintenir une situation d'injustice sociale, il n'est pas possible de soutenir cette injustice uniquement grâce au pouvoir répressif. L'aliénation idéologique est un élément nécessaire. L'idéologie, c'est notre cheval de bataille pour contrer le pouvoir de l'argent. Cela passe par la capacité des gens de la rue à imaginer une alternative. C'est là que nous livrons la bataille la plus importante.

Le discours de ceux qui veulent maintenir le statut quo n'est pas celui du « tout va bien, tout est parfait ». Il est impossible de tenir ce genre de discours aujourd'hui. Leur discours, c'est « on va très mal mais il n'y a pas d'alternative ». On peut opposer à ces slogans les arguments des économistes Juan Torres López et Vicenç Navarro dans leur livre « Il y a une alternative ». Ou bien les slogans de la PAH comme « Oui, on peut le faire mais ils ne le veulent pas ». Ces contre-discours vont tous dans le même sens : dire qu'il y a une alternative.

Par exemple, la guerre du Vietnam n'a plu à personne, mais certains disaient qu'on n'aurait pas pu s'y prendre d'une autre façon. Quand une majorité a dit que oui, on peut faire autrement, un changement s'est produit. Nous sommes dans une situation similaire. Quand la majorité sociale mécontente est convaincue que l'alternative existe, personne ne peut l'arrêter.

Siscu Baiges : On parle du droit à décider de tout. Que faut-il comprendre ? Qu'il faut décider d'autres choses en plus que de l'indépendance de la Catalogne ?

EV : Bien sûr. Avec le débat souverainiste de l'indépendance qui s'ouvre en Catalogne s'ouvre en même temps une brèche pour dire beaucoup de choses. Le souverainisme que défend Artur Mas (NdT : Président de la Convergence et Union (CIU), la droite nationaliste, et Président de la Généralité de Catalogne) est un souverainisme guindé, qui dit basiquement "indépendance oui, indépendance non, et demain on verra". Nous, avec le Processus Constituant, nous proposons l'indépendance comme une opportunité pour repenser le modèle politique, social et économique actuel. Parce qu'une indépendance dans les mains des 400 mêmes familles depuis toujours, qui se rencontrent dans la loge du Barça, le Grand Théâtre du Lycée ou le



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York



- **Vitamins**
- **Herbs**
- **Supplements**

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: **855 421-6030**
Local: **718**

www.PotentialVegetal.com

Entretien avec la soeur
Teresa Forcades et l'activiste
Esther Vivas Espagne : « Les
puissants ont peur quand ils
sont face à la désobéissance
civile organisée »



Teresa Forcades, bénédictine au monastère Sant Benet de Montserrat, et la journaliste et
activiste Esther Vivas

Interview de la docteure
en santé publique de l'Univer-
sité de Barcelone, Teresa For-
cades, bénédictine au monas-
tère Sant Benet de Montserrat,
et de la journaliste et activiste
Esther Vivas à propos du livre

« Sense por » (Sans peur)
qu'elles viennent de publier
chez Icaria Editorial. Toutes
deux s'accordent sur l'initia-
tive du Processus Constituant,
mouvement initié il y a quelques
mois par Forcades elle-même et

l'économiste Arcadi Oliveres,
proche des groupes chrétiens de
défense des droits de l'Homme,
dans l'objectif de créer une
organisation de gauche la
plus unitaire possible pour les
Suite à la page (18)

JACMEL EN MOUVEMENT (JAMOUV) PRESENTS
PRE-CHRISTMAS DANCE PARTY
Saturday, December 21, 2013
10pm - 4am

CUBANO
De Skah-Shah #1

RMB
Retro Musical Band

Tropical Reflection
4501 Glenwood Road
ADMISSION \$40
For Info: (347) 249-8276
Sponsored by Lacroix Multi-Services Inc. (718) 703-0168
and Technic Driving School (718) 282-7792

**FREE
BASIC
ENGLISH
CLASSES!!**

**FREE ESL CLASSES
(ENGLISH AS A SECOND LANGUAGE)**
at
HAITI LIBERTE
1583 Albany Avenue
Brooklyn, NY 11210

DAYTIME/ EVENING CLASSES
Space is Limited!
Pre- Registration required

For more information and to find out if you are eligible please call
Mr. Berthony Dupont at 718-421-0162

A project of the
JCC of Greater Coney Island
3001 West 37th Street Brooklyn, New York 11224
www.iccgci.org
in conjunction with
Friends of Haiti Liberte

Funded in part by : The New York State Education Department• NYC Department of Youth and Community
Development• NYC Council

Jewish Community Council of Greater Coney Island is an equal opportunity employer/program.
Auxiliary aids and services are available upon request to individuals with disabilities.

**SHIP YOUR CAR FROM
NYC TO HAITI:**

**ONLY
\$1,475**
(INCLUDES APN PORT FEES)

RECEIVE
A SPECIAL GIFT
WHEN YOU BRING THIS
AD WITH YOUR
SHIPMENT.

THE ONLY FREIGHT COLLECTOR IN NEW YORK THAT OWNS THEIR SHIP (M/V GREY SHARK)

DEVON SHIPPING INC.

• CARS • TRUCKS • TRAILERS
• BUSES • CONSTRUCTION EQUIPMENT
Roll-on • Roll-off

DELIVERIES RECEIVED OPPOSITE
115 VAN BRUNT ST.,
BROOKLYN, NY
RED HOOK CONTAINER TERMINAL

HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM
• SAT-SUN 9AM - 3PM
NOU PALE KREYÒL
718-243-2929